l'unité

N° 43 - 2F50 Hebdomadaire socialiste 15-21 décembre 1972

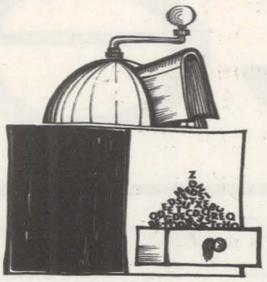
Le bloc-notes de François Mitterrand

EXCLUSIF : LA FRANCE KAKI



Collection Jean Jaurès

Au risque de vous plaire



Livres

POESIE

*** Jacques Prévert et André Pozner : HebRomadaires (Guy Authier, éditeur).**

Encore Prévert ! Et le meilleur. Qui parle comme il écrit. Qui parle de la presse, des préjugés, des idées idiotes et fausses. André Pozner lui répond.

LITTERATURE

*** Prévert : Paroles (collection Profil d'une œuvre, Hatier).**

Le dernier livre d'une série qui comprend déjà des études sur des œuvres d'Apollinaire, Brecht, Camus, Sartre, Zola, etc.

CINEMA

*** S.M. Eisenstein (Editions du Chêne).**

Tous ses films, 250 photos. Et des textes inédits de ce grand cinéaste russe.

THEATRE

*** Bertolt Brecht : Ecrits sur le théâtre (L'Arche).**

Un volume précieux qui rassemble : des critiques dramatiques du jeune Brecht, des extraits de ses « carnets » ; puis ses contributions : « La marche vers le théâtre contemporain », « Nouvelle technique d'art dramatique », « Sur le métier de comédien », etc.

ROMANS

*** Scott Fitzgerald : Le légume (Robert Laffont).**

Un employé du gaz se demande si sa vocation est d'être facteur ou président des Etats-Unis. Nous retrouvons dans le livre la violence satirique que Jean-Loup Dabadie avait gommée en adaptant le roman pour le théâtre Hébertot.

*** Anne-Marie Cazalis : La décennie (Fayard).**

Dix années qui vont de la guerre d'Algérie à mai 1968. C'est courageux. Car l'ancienne « muse du Tabou » aurait pu vendre « du Saint-Germain-des-Prés ».

*** Gabrielle Rolin : Le mot de la fin (Gallimard).**

Une journaliste se raconte. De journaux en journaux. D'écrivains célèbres en châteaux en Limousin. Une journaliste s'observe avec humour et moquerie.

SOCIETE

*** Marie-Claire Bancquart : Paris des surréalistes (Seghers).**

Plus que la ballade sentimentale, c'est la prise de conscience qui importe : ce Paris d'hier, les promoteurs l'assassinent aujourd'hui.

*** Fachinelli, Vaiani, Sartori : L'école de l'impossible (Mercure de France).**

Relation d'expériences de pédagogie non autoritaire. Sans anarchie ni violence.

HISTOIRE

*** Alain Decaux : Histoire des Françaises (Librairie académique Perrin).**

Après le tome 1 (« La soumission »), voici venir le tome 2 (« La révolte »). Dix générations de luttes féminines jusqu'à la nôtre. Après le M.L.f., le déluge ?

*** Claude Manceron : Les hommes de la liberté (Robert Laffont).**

L'auteur s'attaque à une histoire monumentale de la Révolution française. Le premier tome s'intitule « Les 20 ans du Roi » et porte sur la période 1774-1778.

POLITIQUE

*** Sun Tzu : L'art de la guerre (Flammarion).**

Un auteur d'il y a 25 siècles, dont Mao Tsé-Toung s'est inspiré pour ses écrits militaires.

*** Han Suyin : Le déluge du matin (Stock).**

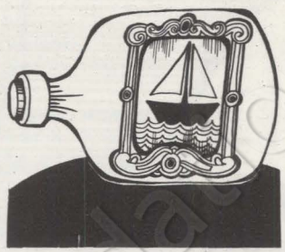
On attendait beaucoup du livre, de cette dame. Mais elle écrit avec trop de prudence. Et la biographie qu'elle nous donne de Mao est encore floue. Jusqu'à plus ample informé.

*** Jacques Arnault : Les ouvriers américains (Editions sociales).**

Pourquoi sont-ils « conservateurs » ? Le sont-ils vraiment ?

*** Lucien Rioux : Clefs pour le syndicalisme (Seghers).**

Voir « l'Unité », n° 36.



Expositions

*** Musée des Arts décoratifs (107, rue de Rivoli, Paris) : « Pour l'art à l'école ».**

Des documents et propositions rassemblées par la Fédération de l'Education nationale. On en reparlera peut-être en mars prochain...

*** Galerie Ratie (6, rue Bonaparte, Paris-6e) : Picasso.**

Des lithographies originales.

*** Galerie Louise Leiris (47, rue de Monceau, Paris-8e) : Picasso.**

172 dessins récents.

*** Châtillon-sous-Bagneux (Mairie et salle des fêtes) : « Les livres pour enfants ».**

Une illustration vivante de notre double page-sélection (voir pages 18 et 19 de ce numéro).

*** Malakoff (Bibliothèque municipale) : « Sculpture pour un Indien perché ».**

Sculpture promenade et montage audio-visuel réalisé par Yves Védrenne (directeur du Centre d'art et d'essai du Théâtre pour enfants).

*** Espace Pierre-Cardin (ex-théâtre des Ambassadeurs, Paris) : Berrocal.**

Un « grand » contemporain de la sculpture italienne. Originalité à signaler : « pièces détachées » à reconstituer par le visiteur.



Théâtre

PARIS

*** Odéon : « Antigone » de Bertolt Brecht. Mise en scène de Jean-Pierre Miquel.**

L'antique conflit opposant Antigone à Créon, revu à la lumière... des cendres du nazisme.

*** Jardin des Tuileries : « La Troupe du Roy », spectacle Molière. Par la Comédie française.**

Jean Richard a prêté son chapiteau à Pierre Dux : les employés de la Maison de Molière sont toujours en grève. Dux en rugit et précise que le chapiteau sera chauffé. Chacun son cirque !

BANLIEUE

*** Fontenay-sous-Bois (gymnase Joinville) : « Chansons et poésies 72 », par la Compagnie René Bourdet.**

Cinq chanteurs, deux comédiens, deux musiciens, pour dire les voix d'aujourd'hui : Desnos, Vian, Michaux, Théodorakis, Brigitte Fontaine, Yupanqui, etc.

*** Aubervilliers (théâtre de la Commune) : « Le secret ou la mort de l'enfance » par le Naïf théâtre.**

Un spectacle volontairement expérimental où les comédiens utilisent tous les signes possibles (parole, gestes, couleurs, musique) pour faire passer la fable. Une recherche passionnante.

PROVINCE

*** Nevers (maison de la Culture) : « Trois journées mémorables sous le Second Empire », d'après Eugène Labiche.**

Labiche à la crème ? Plutôt Labiche bourgeois, subversif malgré lui.

*** Metz (dans les quartiers) : « La liquidation de Monsieur Joseph K. » par le Théâtre populaire de Lorraine.**

Un texte de Jacques Kraemer, sobre et efficace ; une histoire triste mais vraie : la mort économique d'un petit commerçant.

ENFANTS

*** Théâtre Gérard-Philipe (Saint-Denis) : Les Marionnettes de Bratislava.**

*** Théâtre Romain-Rolland (Villejuif) : Les Marionnettes de Zilina.**

Des clowns et des personnages de tissu venus de l'Est... Des leçons à prendre au passage.

Danse

*** Olympia : The little Angels (Ballet national folklorique de Corée).**

45 enfants. Moyenne d'âge : 12 ans.

*** Palais des sports : Chants et danses des Républiques soviétiques.**

Ballets sibérien, géorgien, ukrainien, letton. Chants lakoutes, arméniens, kazakhs et russes. Cymbalums et accordéons. Par 250 artistes.

*** La Rochelle (maison de la Culture) : Le « Ballet théâtre contemporain ».**

Sur des musiques de Ligeti, Fukushima, Stravinsky et Xenakis.



Disques

CLASSIQUE

*** Schubert : 12 sonates complètes pour piano, interprétées par Ingrid Haebler (Philips 6741.002).**

Longues, ces sonates sont toutefois plus faciles d'accès que celles de Beethoven. Mais Schubert n'est pas Liszt : il n'a laissé aucune indication sur les vitesses d'exécution possibles. Conséquence : les pianistes vont en liberté. L'interprétation d'Ingrid Haebler est remarquable, car elle allie fidélité et originalité.

POESIE

*** La voix de Paul Eluard (Chant du monde LDY 6000).**

Ce disque rend la vie à un poète mort il y a vingt ans. Eluard dit : « Courage », « Aujourd'hui », « Liberté », « L'amour, la mort, la vie » et « Dominique aujourd'hui présente ».



Cinéma

*** Ralph Bakshi : Fritz le chat.**

Une charcastique, chavoureuse et chalutaire chatire (voir « l'Unité », n° 40).

*** Stanley Donen et Gene Kelly : Chantons sous la pluie.**

La reprise d'une des plus éblouissantes comédies musicales, fin d'une grande période.

*** Festival de cinéma d'animation canadien (Le Ranelagh, Paris).**

Une douzaine de films d'animation, présentée sous les auspices de l'Idhec, dont plusieurs du maître Mac Laren (samedi 16).

Sommaire

3
Nationalisations : La grande peur du capital

5
Parti communiste : Le « chemin nouveau »

6
Diplomatie : Paris-Moscou en auto-stop

Affaire Touvier : La responsabilité de l'Elysée

8
Syndicats : Giscard n'a convaincu personne

L'U.d.r. a la main lourde

9
A contre-pied

10
Anniversaire : Le triomphe de Saturne

11
Japon : Pourquoi la poussée à gauche

12
Espagne : Une grande prison

Journal d'un hors-la-loi, par Arrabal

La rupture

14
La vie immédiate : L'Etat raciste, par Pierre Bourgeade

Télé-sélection

16
Théâtre : L'amour les yeux bandés

Notes de lecture

18
Cadeaux : Des enfants, leurs livres

20
Document : Debré, insatiable dévoreur d'hectares

Le premier propriétaire foncier de France

23
Mots croisés

24
Ma part de vérité, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS

Jean-Pierre Coureuil (pages 2, 13, 20), Julem (page 19), Keystone (page 10), André Perlstein (page 5), Samy Poliatchek (pages 16, 18), Sabadel (pages 8, 13, 15, 21, 22, 23), Teich (page 9), U.p.i. (page 11), Vasco (pages 1, 7, 12).

Nationalisations

La grande peur du capital

Sous le titre « Les nationalisations prônées par l'union de la gauche, un facteur de régression en raison de leur incohérence », François Néglisse a prononcé samedi dans « le Figaro » un réquisitoire contre le chapitre du programme commun de gouvernement de la gauche consacré à la démocratie économique. La coïncidence avec la révélation, par Valéry Giscard d'Estaing, des mesures pour stopper l'inflation et résoudre la crise économique n'est pas le fait du hasard. Faute de pouvoir démontrer l'efficacité du plan gouvernemental, « le Figaro » préfère s'attaquer aux remèdes que propose le programme commun et, en particulier, au programme de nationalisations.

Son argumentation reprend un refrain bien connu sur le déficit des entreprises publiques, leur faible productivité, leur manque de bénéfices ; il prétend aussi que le gouvernement de la gauche serait condamné soit à spolier les actionnaires actuels et donc à créer un malaise dans le secteur privé (fuite des capitaux, etc.), soit à payer la valeur du capital nationalisé et donc à alimenter l'inflation.

Certains arguments ne méritent pas une longue réfutation, tant ils sont grossiers. Rien ne sert de brandir la menace ! Le programme commun préserve un vaste domaine privé et énumère les secteurs touchés par la nationalisation. Il suffit de le lire. « Le Figaro » va plus loin. Bréguet - Dassault, société privée, serait une entreprise plus rentable que la Snias, entreprise publique ; et la Régie Renault, un gouffre pour les finances publiques. Que le principal client de Bréguet - Dassault, constructeur d'avions militaires, soit l'Etat et que ce soit donc le contribuable qui fasse les frais de cette rentabilité, ne semble guère gêner l'auteur de l'article. Quant aux firmes automobiles, c'est certainement leurs bénéfices qui les a obligées à passer sous contrôle étranger !

Laissons ces querelles. Il est plus important de discuter des problèmes d'autofinancement qui se posent aux entreprises privées et nationalisées. Oui, le programme commun prévoit la baisse du taux d'autofinancement. N'est-il pas étrange, d'ailleurs, de voir les partisans intransigeants de l'économie de marché se faire les farouches défenseurs de l'autofinancement ?

Pour les monopoles, s'autofinancer, c'est — en vendant leurs produits largement au-dessus du prix de revient — s'affranchir du marché des capitaux ; c'est investir non pas en émettant des actions ou des obligations ou par emprunt, donc en tenant compte des taux de rentabilité attendus, mais en prélevant directement les fonds sur le dos du consommateur ; l'autofinancement est la négation de l'économie de marché ; c'est le droit pour les monopoles de déterminer, seuls, l'orientation de la production, c'est-à-dire finalement la diriger vers le profit et non vers la satisfaction des besoins. Qui ne se félicite de la diminution de cette mainmise, sinon les monopoles et leurs défenseurs ? Pour que tout soit clair, précisons que le programme commun ne propose pas de revenir purement et simplement aux lois du marché. C'est dans le cadre de la planification démocratique que seront déterminés les grands investissements et leur mode de financement.

Quant à la situation des entreprises du secteur public, rappelons que certaines sont des services publics et que

→

→

cette situation a des conséquences sur leur politique de prix. Plus généralement, les entreprises publiques occupent 13 % des effectifs des entreprises non agricoles et réalisent 12 % de la valeur ajoutée, mais totalisent 29 % des investissements. Elles sont implantées dans les secteurs où le montant des capitaux nécessaires pour réaliser une production donnée est très grand (S.n.c.f., E.d.f., Charbonnages de France). Les faillites retentissantes qui se sont produites récemment dans les compagnies de chemin de fer américaines montrent la difficulté qu'a le système capitaliste le plus achevé du monde à assurer la reproduction du capital dans certains de ces secteurs.

Les subventions accordées au Fonds d'orientation agricole, à l'Onec, au Commissariat à l'énergie atomique, à la S.n.c.f. et à la R.a.t.p. représentaient, en 1968, les trois quarts du total des subventions accordées aux entreprises publiques. Le reste, environ cinq milliards, représente 2,5 % du Budget. Il serait passionnant de comparer ce chiffre aux avantages accordés au secteur privé, soit sous la forme de subventions, comme celles accordées à la sidérurgie, soit sous forme de tarifs préférentiels, comme on en verra un exemple, soit par d'autres moyens plus détournés.

Comme le fait remarquer l'étude de l'Insee, « Les entreprises publiques de 1959 à 1969 » — d'où provient la majorité des chiffres cités dans cet article — si la part des entreprises publiques dans la production a baissé sur la période considérée, les « variations d'actif long » ont triplé, ce qui signifie la création ou le développement de nombreuses filiales. Comme ces filiales ont elles-mêmes la possibilité de créer des sous-filiales où l'Etat n'est pas forcément majoritaire et qui échappent au contrôle de l'Etat, on voit le mécanisme qui permet de rendre au privé les activités rentables en laissant au seul secteur public les activités déficitaires. On organise le déficit, et puis on le dénonce.

Le gaz vendu 100 F aux particuliers en 1959 était vendu 81 F en 1969 ; en moyenne, un produit vendu 100 F en 1959 était vendu 146 F en 1969. Cette baisse de prix ne peut s'expliquer que par d'énormes gains de productivité. Ceux-ci ont même été plus importants que cela, puisque — toujours sur la base 100 en 1959 — le prix du gaz vendu aux industriels était de 51 en 1969 ; les gains de productivité ont profité plus aux entreprises privées qu'aux particuliers. Est-il possible de chiffrer le montant des cadeaux consentis en matière énergétique par l'Etat aux monopoles ?

Quelle vérité des prix?

Cas isolé ? L'indice des prix du tarif voyageur de la S.n.c.f. était de 162 en 1969, mais seulement de 143 pour le tarif marchandise — toujours base 100 en 1959 — et probablement encore plus faible pour les gros utilisateurs. Comme les recettes du trafic marchandises représentent le double de celles du trafic voyageur, on a un remarquable exemple de la politique de vérité des prix : vérité pour les petits, erreurs pour les gros, forme moderne des pensées de Pascal.

Ces quelques réflexions suffiront à montrer la portée de l'argumentation. Reste le problème de l'inflation. Je ne cherche pas à savoir la valeur du montant à indemniser avancé par François Néglisse. Le problème n'est pas d'engager une bataille d'experts évaluant le montant des actifs des monopoles. Gardons les valeurs avancées ; le tiers du Budget, 7 % du produit national brut, un peu plus que le surcroît de produit dégagé d'une année sur l'autre.

Le programme commun est clair, il y aura indemnisation et non spoliation ; les gros porteurs seront distingués des petits porteurs. Le droit actuel s'y oppose, c'est « normal » ; mais le droit est une matière en constante évolution. Nous indemniserons. Mais de quel droit vient-on nous dire : « Si vous ne payez pas immédiatement, nous considérerons qu'il y a spoliation et nous en profiterons pour faire fuir nos capitaux » ? On reconnaît au passage le patriotisme bien connu du capital français, qu'importe l'économie, le chômage, la défense du franc — ce qui compte, c'est l'argent. La masse à indemniser est aujourd'hui inutilisable pour la consommation immédiate ; considérée globalement, c'est une masse gelée ; je sais bien qu'individuellement chaque propriétaire d'actions peut les vendre, mais l'argent qu'il récupère, lui, c'est un autre qui l'avance ; au départ, il y avait 100 F d'argent liquide et 100 F d'action, et après la vente aussi ; ils ont simplement changé de mains. Mais nous, nous serions obligés de payer en liquide ? Nous serions obligés de fournir immédiatement une somme que le capital accepte de voir geler. Mais de quel droit ?

Toute la force de l'argumentation du « Figaro » repose sur cette prétendue nécessité, tant pour le risque d'inflation que pour l'ampleur du montant à indemniser. Le programme ne fixe pas de modalités ; il reviendra donc au gouvernement de faire des propositions à l'Assemblée ; mais nous pouvons imaginer une indemnisation des gros porteurs étalée sur quinze ans. Dans cette hypothèse, la charge de remboursement représenterait moins que le dixième de la variation annuelle de production, et ceci en retenant le chiffre fourni par « le Figaro » et le taux moyen de croissance de la production des dernières années, alors même que le système capitaliste constitue une entrave au développement de notre pays.

Vieilles lunes, mais grande peur. Face à la désaffection croissante des Français pour l'actuelle majorité, face à la gauche rééquilibrée et confiante dans son avenir, le capital prend peur, peur de perdre pouvoir et profits. Il se raccroche à toutes les branches, cherche à ressusciter les bons vieux réflexes du passé. Mais les réflexes sont émoussés, les arguments usés, les branches pourries. En 1973, tout est possible.

VINCENT THOLLON-POMMEROL

cinéma 72

DECEMBRE

●

VISAGES DU CINEMA ALGERIEN

●

LE CINEMA COLONIAL

●

JEAN-PIERRE LEFEBVRE
QUEBEC MY LOVE

●

MIKLOS JANCSO - KEN LOACH - PAUL MORRISEY
ROBERT MULLIGAN

●

LES GRANDS OPERATEURS

●

4 F - 6, R. Ordener - P. 18e

Le «chemin nouveau»

Un congrès du Parti communiste est toujours à la fois un événement et un spectacle. Celui qui s'est ouvert mercredi, au Palais des sports de Saint-Ouen, par un volumineux rapport de Georges Marchais, n'échappe pas à la règle. Il a même quelque chance de marquer une date importante dans l'histoire du Parti communiste.

Beaucoup de choses ont changé, en effet, en France et dans le monde, depuis le 19e congrès de janvier 1970. La gauche française, encore sous le coup de l'élection présidentielle de 1969, était profondément divisée. Le Parti communiste lui-même n'était pas sorti indemne des événements de mai-juin 1968 et de ceux d'août de la même année en Tchécoslovaquie. Le conflit entre Roger Garaudy et la direction du Parti avait occupé une partie des débats. Le départ de Garaudy ne suffisait pas à mettre un terme au malaise provoqué chez de nombreux militants par l'intervention des troupes soviétiques à Prague.

Près de trois ans plus tard, le climat est bien différent. La signature du programme commun a établi au sein de la gauche, et particulièrement entre le Parti communiste et le Parti socialiste, un nouveau type de rapports, bien éloigné des polémiques qui se développaient il y a un an, et même encore en avril dernier, au moment du référendum sur l'Europe. Sans doute faut-il du temps pour surmonter des années de méfiance réciproque mais il est indéniable que les dirigeants du P.c.f. ont beaucoup fait ces temps derniers pour convaincre leurs militants de s'engager sans réserve dans la voie de la collaboration avec les socialistes et les radicaux de gauche.

Car, pour la première fois depuis bien longtemps, et c'est cela sans doute qui fera entrer ce 20e congrès dans l'Histoire, le Parti communiste se place délibérément dans la perspectice d'une victoire de la gauche aux élections qui l'amènerait lui-même à participer directement aux responsabilités gouvernementales. C'est en fonction de cet objectif que Georges Marchais a construit son rapport au congrès et qu'il a soigneusement pesé toutes les déclarations qu'il a faites au cours des dernières semaines, aussi bien l'interview que — vingt-six ans après Maurice Thorez — il a donnée le mois dernier au « Times », que le discours qu'il a prononcé le 1er décembre, porte de Versailles. C'est, sans aucun doute, cette orientation que ratifiera le congrès de Saint-Ouen, tranchant ainsi définitivement un débat évidemment capital pour l'avenir de la gauche.



François Mitterrand, Georges Séguy, Louis Aragon et Georges Marchais.

Une autre génération

Cette nouvelle orientation « gouvernementale » s'est-elle heurtée à des réticences de la part de ceux des cadres du Parti qui restent marqués par les luttes anciennes ? Divers signes peuvent le laisser penser, mais il est tout aussi certain que le Parti communiste d'aujourd'hui n'est plus le même — au plan des hommes — que celui d'il y a dix ou quinze ans. Le renouvellement a été considérable, particulièrement depuis 1968, et les conférences fédérales qui ont précédé ce 20e congrès viennent encore d'en fournir l'illustration : en Meurthe-et-Moselle 50 % des délégués à la conférence n'avaient pas plus de quatre ans de parti ; dans le Val-de-Marne, 43 %, etc. Du coup, la moyenne d'âge s'est trouvée sensiblement abaissée : 30 ans à Paris, 31 ans en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne, etc. ce qui signifie qu'une nouvelle génération de communistes est en train d'accéder aux responsabilités dans le Parti, ce dont le renouvellement du comité central ne donnera encore qu'un reflet partiel.

Il ne faut pas en conclure que la direction confirmée par le congrès et Georges Marchais lui-même, dont l'autorité se trouvera renforcée et que ces assises doivent désigner comme secrétaire général du P.c.f., seront à l'abri de toutes difficultés. Celles-ci sont, d'ailleurs, de plusieurs ordres. Les unes tiennent à des considérations matérielles, comme, par exemple, celles qui touchent à « l'Humanité » et à « l'Humanité-Dimanche », dont les efforts accomplis depuis quelques mois pour en améliorer la diffusion n'ont pas encore permis de rétablir la situation financière.

D'autres difficultés découlent précisément du choix fait par le P.c.f. depuis la signature du programme commun, ce qui le met dans une position très particulière à l'intérieur du mouvement communiste international. Il est clair que l'analyse de la situation en France publiée samedi dernier par la « Pravda » ne coïncide pas tout à fait avec celles que développent les dirigeants communistes français, de la même manière que l'opinion de Georges Marchais à l'égard de François Mitterrand ne recoupe pas le jugement exprimé il y a quelques jours par « Rude Pravo » à l'égard du premier secrétaire du P.s.

C'était inévitable — et c'est aussi un choix — à partir du moment où le P.c.f. a décidé d'emprunter ce « chemin nouveau » qui lui fait lire le programme commun, comme dit Marchais, « non pas à la lumière étrangère, mais à la lumière du ciel français, sur la terre de France, avec les yeux des travailleurs français. »

ANTOINE VIOLET

Paris-Moscou en auto-stop

L'annonce du voyage de Georges Pompidou à Moscou — précédant celle d'une visite à Pékin à l'automne 1973 — a été, pendant quarante-huit heures,exploitée par la propagande gouvernementale comme la démonstration de l'autorité internationale du successeur du général de Gaulle. La tentation pouvait être grande pour l'opposition d'en tirer des arguments polémiques, alors que les dirigeants de l'U.d.r. développent un anticommunisme digne des plus beaux moments de la guerre froide. Les Français finiront en effet par mal comprendre la juxtaposition des grâces à l'égard de l'Union soviétique et des insultes contre l'idéologie communiste.

Mais on ne peut sérieusement se limiter en la circonstance à une analyse superficielle, encore que le président de la République ait pu avoir le sentiment d'être à l'origine d'une « bonne farce » faite à la gauche en général et au Parti communiste en particulier. On pourrait également croire que, faute d'idées originales, Pompidou a le goût des généralisations hâtives et qu'ayant constaté que les voyages du président Richard Nixon et du chancelier Willy Brandt dans la capitale soviétique leur ont apparemment profité, il s'est empressé de copier ses illustres devanciers à la veille d'une consultation électorale qui risque de plus en plus de balayer la majorité parlementaire sur laquelle il s'appuie. Cependant, s'il est vrai que Pompidou entend ne pas être absent de la grande confrontation pacifique entre l'Est et l'Ouest, il a ses raisons particulières.

En réalité, il paie aujourd'hui le prix des contradictions de sa politique étrangère, mélange de fidélité à celle du général de Gaulle — sans les moyens à la disposition du dernier des grands personnages de la Deuxième Guerre mondiale — et d'initiatives prises sous la pression des circonstances.

La politique du général de Gaulle en direction de l'Union soviétique n'avait qu'une seule raison : faire pièce aux Etats-Unis. Elle était à la fois une manifestation, un peu enfantine, d'indépendance à l'égard de la puissance dominante du Pacte atlantique ; et une reprise de la tradition historique de la diplomatie française qui, depuis des siècles, cherche à l'est — Turquie, Pologne, Russie — un contrepoids à l'existence des puissances atlantiques — Espagne, Angleterre. Au carrefour du continent et de l'océan, la « France éternelle » trouvait là encore en de Gaulle son continuateur.

Pompidou a voulu poursuivre cette politique. Il vient de découvrir qu'il avait été « manipulé ». Parce que l'U.r.s.s. avait eu, à l'égard des orientations gaullistes, une préoccupation peu différente de celle du général de Gaulle. Elle voulait aussi faire pièce aux Etats-Unis et les tensions franco-américaines représentaient, pour elle, un facteur positif — ce que soulignait encore récemment, avec une belle naïveté, le quotidien « la Nation », lorsqu'il écrivait, à l'occasion de la visite du maréchal Grechko, que « pour le Kremlin, la France, retirée de l'Alliance atlantique depuis 1968, sert de tremplin pour son offensive de paix sur le continent » européen.

Humeur et équilibrisme

Or, pendant la même période, la politique soviétique a tenu compte des situations nouvelles. D'une part, la consolidation du pouvoir de l'équipe dirigeante actuelle a accompagné une stabilisation intérieure qui met au premier plan des préoccupations la satisfaction des besoins immédiats de la population soviétique. Ce qui exige et la paix et la coopération internationale, cette dernière rendue nécessaire par les trous à combler dans l'appareil de production de l'U.r.s.s. D'autre part, la réconciliation entre la Chine et les Etats-Unis, aussi limitée puisse-t-elle être, a inquiété Moscou. D'où la conviction renforcée — car elle existait déjà sans interdire les piques et les aigreurs — que le dialogue américano-soviétique devenait prioritaire.

Affaire Touvier: La responsabilité de l'Elysée

Paul Touvier est sorti de sa retraite savoyarde pour venir plaider sa cause auprès de personnalités de la Résistance. A l'une d'elles, il a affirmé que « sa vie était un enfer » et qu'il souhaitait la constitution d'un jury d'honneur.

Décidément, Touvier a la mémoire courte et l'art de l'autobiographie complaisante. En attendant ce jury d'honneur qui ne viendra jamais, le ministre Robert Boulin a répondu vendredi à une question écrite sur le rapport rédigé par l'officier de police adjoint Louis Brun et modifié par le commissaire Tonnot. Le garde des Sceaux s'est porté garant de l'honnêteté des « améliorations » apportées par Tonnot dans ce texte.

En fait, ce rapport était destiné à la direction de la réglementation du ministère de l'Intérieur. Il concernait la situation administrative de Touvier. Et, selon les dernières informations en notre possession, il ne semble pas que ce rapport soit arrivé jusqu'à la présidence de la République.

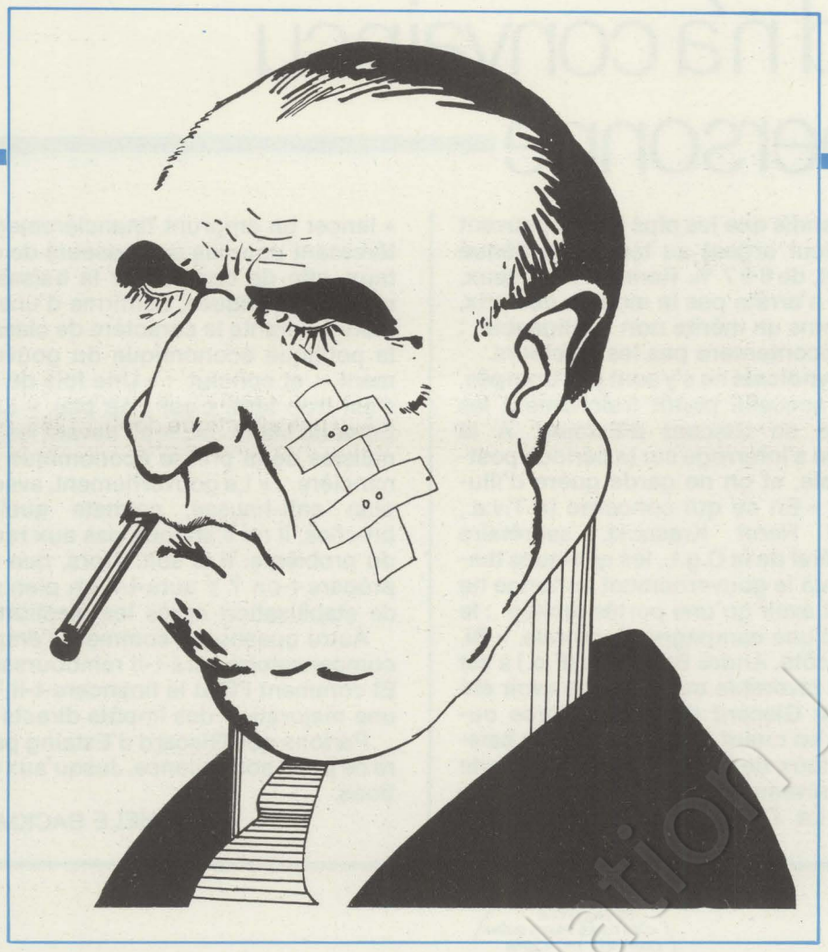
Par contre, les trois rapports — préfecture du Rhône, préfecture de Haute-Savoie, ministère de la Justice — sont bien parvenus, sous la forme d'une synthèse, à la présidence de la République. Ces trois rapports ont été réduits en un seul document de 15 feuillets environ par un haut fonctionnaire de la police. Et il semblerait qu'il concluait, comme les trois premiers rapports, à un rejet de la grâce.

Les organisations de la Résistance rappellent qu'aux termes de la loi du 26 décembre 1964, les « crimes contre l'humanité » sont imprescriptibles. Et le temps passant, elles fourbissent leurs dossiers. Ce n'est pas moins de 7 millions de l'époque que Touvier aurait amassés en rackettant et en pillant les familles juives, victimes de la Gestapo et de la police du maréchal Pétain.

Ce ne sont pas les certificats de Résistance délivrés par quelques curés de campagne, aujourd'hui décédés, à Touvier qui changeront quoi que ce soit à ce fait. Par deux fois, le général de Gaulle, qui connaissait quand même la Résistance, avait refusé sa grâce à Touvier.

L'intervention de Boulin à l'Assemblée, l'absence du moindre démenti et les nouvelles informations en notre possession viennent pleinement confirmer ce que « l'Unité » écrivait dès la semaine dernière : c'est en totale connaissance de cause que Pompidou a pris sa décision de gracier le milicien Touvier.

N.B.



Dans ces conditions, on imagine combien les foucades de la politique française perdaient d'intérêt pour Moscou et devenaient même parfois gênantes. En particulier, le refus de Paris de s'associer à toutes les initiatives en faveur du désarmement, pour ne pas freiner le développement d'une force atomique nationale, ne pouvait être vu d'un bon œil par Moscou. D'un autre côté, Pompidou, s'étant empressé de se précipiter sur les chemins d'une « grande » politique de construction européenne, avec l'espoir à peine caché de dominer la partie ouest du continent, passa pour un génie de la contradiction.

Le rapprochement entre Moscou et Washington s'est donc fait par dessus la tête du président de la République, malgré les engagements pris lors de son voyage en U.r.s.s. au sujet des consultations quasi permanentes que devaient avoir les deux pays sur les principales questions de politique internationale. Pompidou s'apprête à courir aujourd'hui après une détente dans laquelle il n'a aucune part, l'essentiel des actions concrètes ayant été accompli en Europe par le gouvernement Brandt-Scheel.

Bien entendu, un argument est déjà utilisé pour donner bonne figure à la démarche du leader de l'actuelle majorité. Il ne faut pas, dit-on, que le sort de l'Europe soit réglé par les deux grandes puissances sans qu'elle puisse vraiment intervenir. Ce vœu est juste. Encore faut-il avoir la qualité pour concourir à sa réalisation et s'être donné les moyens nécessaires. Pompidou aurait ainsi l'ambition de se présenter en Union soviétique comme le porte-parole d'une Europe inquiète sur son avenir et décidée à le forger elle-même. Souhaitons-lui plus de succès que lors de sa rencontre avec Nixon, à la veille de la dévaluation du dollar.

Ce sera difficile, le gouvernement français étant peu qualifié pour parler au nom du vieux continent à la recherche d'une nouvelle sécurité, alors qu'il fait bande à part, en Europe et dans le monde, lorsque sont abordés les problèmes de la défense et du désarmement. Michel Debré, le 6 décembre dernier, a montré l'incohérence de la politique officielle de notre pays, d'abord devant l'Union de l'Europe occidentale, ensuite devant les parlementaires français. Sa fureur en face du refus des autres pays de s'engager dans la construction des fusées capables de porter des satellites, mais aussi des têtes nucléaires, allait mal avec la fin de non-recevoir qu'il opposa à la proposition d'une concertation plus poussée entre les défenses nationales des pays de l'Ouest européen concertation qualifiée péremptoirement par lui d'intégration.

Pompidou reviendra donc de sa visite en Union soviétique avec un communiqué d'autant plus triomphal qu'on lui trouvera en janvier, dans les milieux de la majorité, des vertus électorales. Et le secrétaire général de l'U.d.r., Alain Peyrefitte, qui ne s'arrêterait pas sur le bord d'une route pour prendre dans sa voiture Georges Marchais, sera moins difficile avec Léonide Brejnev. Il n'en restera pas moins que le gouvernement français aura sollicité en vain, parce qu'il n'est plus en état d'apporter une contribution concrète de grande ampleur au vaste mouvement qui agite maintenant la politique internationale. La France peut avoir d'autres ambitions et une autre originalité dans son action dans le monde. Les ambitions sont définies par le programme commun de gouvernement de la gauche et sont celles d'un pays qui n'« abdique » pas, mais qui sait que l'humeur, l'équilibrisme et la prétention ne constituent pas les fondements d'une politique étrangère.

CLAUDE FUZIER

centenaire de Sciences Po 1872-1972

LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES a publié récemment :

l'union soviétique
Lily MARCOU

le parti communiste pendant l'entre-deux guerres
N. RACINE et L. BODIN

monnaie et balance des paiements

armand colin

Giscard n'a convaincu personne

Georges Pompidou peut être fier de son ministre des Finances : ce que Valéry Giscard d'Estaing a fait la semaine dernière, nul autre que lui ne l'avait encore jamais fait. Il faut bien le dire : Giscard d'Estaing a innové. C'est la première fois qu'un ministre des Finances présente un plan anti-inflation qui non seulement ne suscite pas de violents mécontentements — aucune mesure impopulaire, aucune économie désagréable — mais encore, oh miracle, fait des heureux.

Première mesure : un abaissement d'impôt sur la consommation (T.v.a.). Le prix de la pâtisserie diminue de 10 %, celui des médicaments de 3 %, celui du bœuf de 7 % et celui des articles manufacturés de 2 %. L'Etat se prive ainsi de 6 milliards de ses recettes. Et, pour compenser cette perte, il lance un emprunt indexé sur l'or de 5 milliards. Ainsi, d'un côté, les moins favorisés voient baisser le prix des produits courants, tandis que les plus nantis peuvent placer leur argent au taux, non dénué d'intérêt, de 6 à 7 %. Remède ingénieux, qui, s'il n'arrête pas la montée des prix, a au moins un mérite non négligeable : il ne mécontentera pas les électeurs.

Les syndicats ne s'y sont pas trompés. Ils ont accueilli plutôt fraîchement les mesures de Giscard d'Estaing. A la C.g.t., on s'interroge sur la période post-électorale, et on ne garde guère d'illusions : « En ce qui concerne la T.v.a., déclare Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.g.t., les quelques mesures que le gouvernement annonce ne peuvent avoir qu'une portée limitée : le temps d'une campagne électorale. » Si, de son côté, André Bergeron (F.o.) s'est déclaré favorable mardi, après avoir été reçu par Giscard d'Estaing, Force ouvrière n'en craint pas moins que la baisse des taux de T.v.a. « ne se répercute pas au niveau des prix à la consommation ». La C.f.d.t., elle, souligne que « lancer un emprunt financièrement intéressant pour les possesseurs de capitaux, afin de compenser la baisse des recettes publiques, confirme d'une manière éclatante le caractère de classe de la politique économique du gouvernement », et conclut : « Une fois de plus, c'est trop tard, c'est trop peu. » Lundi, Edmond Maire déclarait devant les journalistes de la presse économique et financière : « Le gouvernement, avec son plan anti-hausse, colmate quelques brèches, il ne s'attaque pas aux racines du problème. Il le suit. Alors, que nous prépare-t-on ? Y aura-t-il un plan strict de stabilisation après les élections ? »

Autre question : comment l'emprunt compensatoire sera-t-il remboursable ? Et comment l'Etat le financera-t-il ? Par une majoration des impôts directs ?

Parions que Giscard d'Estaing passera ce point sous silence. Jusqu'aux élections.

MICHELE BACKMANN

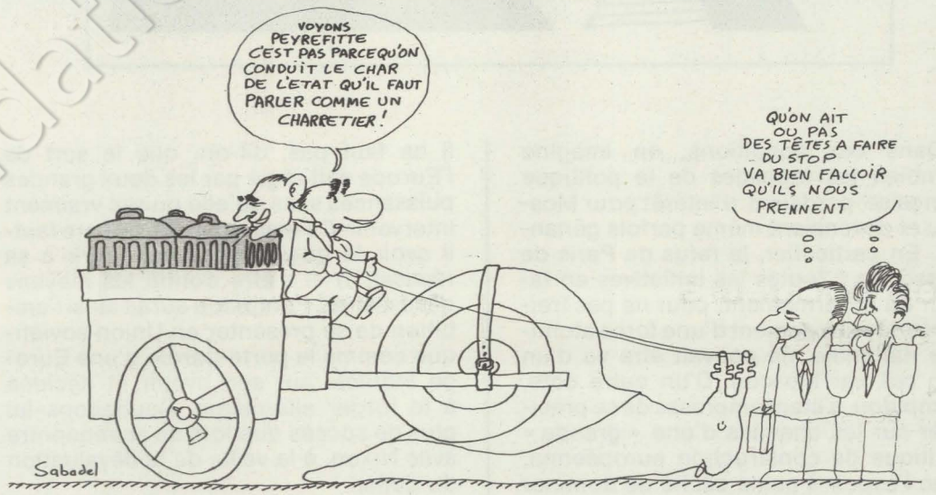
L'U.d.r. a la main lourde

Cette fois, ça y est : la majorité a publié la liste de ses investitures. Plusieurs dizaines de réunions, des après-midis fiévreuses, une grosse colère de Georges Pompidou et la peur devant l'unité de la gauche ont accéléré le mouvement.

La majorité présentera 543 candidats dans les 483 circonscriptions. En clair, cela veut dire que, dans 433 circonscriptions, il y aura unité de candidature au premier tour et, dans 50 autres, des duels entre deux ou trois candidats de la majorité. Avant la colère de Pompidou, on s'acheminait vers 85 candidatures multiples. Mais la leçon a porté. Il n'y en aura que 50, soit quand même 11,4 % des cas.

Si l'U.d.r. présente 346 candidats, elle a réduit les Républicains indépendants et les centristes à la portion congrue : 115 candidats et 67. C'est peu. Et Michel Poniatowski n'avait guère le sourire triomphant à la conférence de presse commune, mardi dernier. Peut-être pensait-il qu'il occupait « la place du mort » !

Si l'on prend cas par cas, certaines investitures ne manquent pas de saveur. Maurice Bourgès-Maunoury est candidat de la majorité dans les Landes, investi sans doute pour son passé sous la IVe République. Edouard Frédéric-Dupont, qui vient de se découvrir une vocation de Républicains indépendant, se voit quand même opposer Jacques Godefrain, de l'U.d.r. Olivier Giscard d'Estaing, quelque peu éclaboussé par les scandales, a préféré abandonner son siège des Alpes-Maritimes pour la 1ère circonscription de l'Aveyron ; malgré les efforts de Poniatowski, l'U.d.r. lui oppose un candidat.

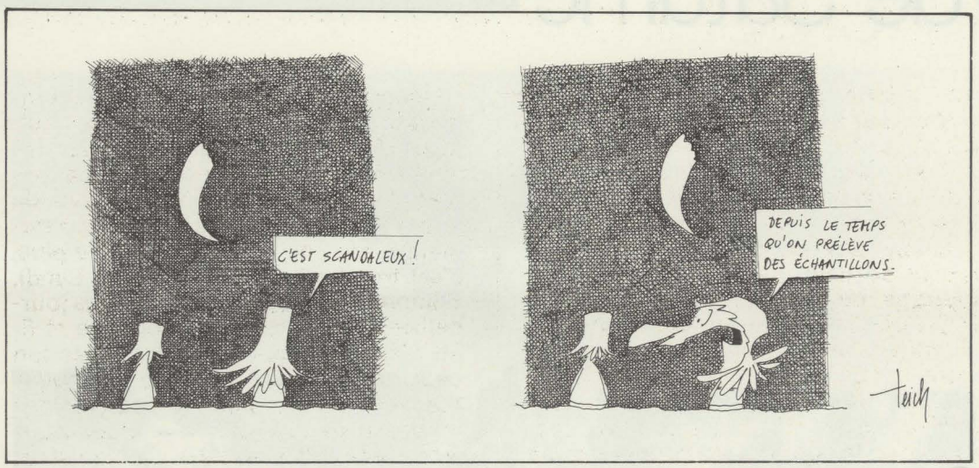


André Fanton, homme-lige de Michel Debré, suit l'exemple de son patron, et laisse Paris pour la province. Le doyen Zamanski, grand prêtre de la sélection à l'Université, a trouvé une investiture U.d.r. dans la 2e circonscription des Hauts-de-Seine. Philippe Dechartre, ancien secrétaire d'Etat, atteint par la marée noire des scandales, n'a quand même pas obtenu l'investiture. Christian Fouchet ne se voit pas opposer d'adversaire. Il faut bien ménager l'avenir.

Bref, cette liste est sans surprise et sans originalité. Mais l'U.d.r. s'y est taillée la part du lion. A croire que les petites phrases de Poniatowski ne servent vraiment à rien.

A. V.

A contre-pied



Votants en plus

Samedi dernier, l'édition de l'Oise du « Parisien libéré » appelait les électeurs de Beauvais abstentionnistes au 1er tour de l'élection cantonale à aller voter au second pour faire échec au « candidat marxiste ». Il y a eu, en effet, plus d'un millier de votants en plus, mais le candidat de la majorité n'a recueilli que 413 suffrages supplémentaires ; tandis que le candidat socialiste, Walter Amsallem, pharmacien installé depuis quelques années dans le quartier neuf de la ville, était élu avec 2 000 voix d'avance. Et 650 de plus que le total de la gauche au premier tour.

Les éboueurs exploités

4 700 éboueurs parisiens en grève : avec des salaires variant de 1 205 F à 1 266 F pour 54 heures de travail consécutives, suivies de deux jours de repos, ils enlèvent habituellement un million de tonnes d'ordures par an et évacuent 12 000 m3 de feuilles mortes. 80 % d'entre eux sont des travailleurs immigrés, assimilés à des travailleurs saisonniers. Ce qu'ils réclament : des augmentations de salaires, de meilleures conditions de travail, mais surtout un contrat qui leur donne droit aux avantages sociaux normaux. Réponse à ces revendications : on essaie de faire briser la grève par le contingent.

Pleven attaque

A défaut de s'expliquer devant l'opinion publique sur les problèmes de Justice, René Pléven a trouvé une nouvelle bête noire, le Syndicat de la magistrature. C'est la deuxième fois en une semaine qu'il attaque celui-ci : « Les magistrats à qui le droit de se syndiquer n'a pas été dénié doivent savoir le concilier avec l'obligation de réserve inscrit à leur statut... Mais l'esprit de mesure, qui peut faire excellent ménage avec de vigoureuses convictions, doit garder les magistrats du danger de certaines déclarations péremptoires... »

C'est sur l'ordre personnel de Georges Pompidou que Pleven a entrepris cette campagne. Pourquoi ne pas le dire ?

La voie mal aimée

Désirée par Pompidou qui veut « adapter Paris à l'automobile », la voie express rive gauche est décidément une mal aimée. Les trois « variantes » présentées par le Préfet au Conseil de Paris n'ont convaincu personne et dans leurs critiques plusieurs représentants de la majorité et du groupe centriste ont avancé des arguments qui justifient la position de principe prise en juin dernier par le groupe socialiste contre cette nouvelle autoroute qui ne peut qu'attirer dans Paris une circulation supplémentaire. On en reparlera au printemps.

Le 1er décembre en cassette

Le Parti socialiste vient d'éditer une mini-cassette reproduisant les principaux moments du grand rassemblement du 1er décembre, Porte de Versailles (une heure d'écoute).

Elle est en vente au prix de 20 F au siège du Parti socialiste, 12, cité Malesherbes, Paris 9e, Secrétariat à la Propagande. Règlement par chèque bancaire ou chèque postal libellé au nom de Charles-Emile Loo (C.c.p. Paris 49.46.24).

La vraie provocation au désordre

Ce régime n'a de cesse de créer, dans le désarroi grandissant qui le gagne, de nouvelles « affaires ». Professeur de lycée à Belfort, Nicole Mercier a commenté dans sa classe de philosophie, à la demande de ses élèves, le tract du Dr Carpentier : « Apprenons à faire l'amour ». Elle est inculpée d'outrage aux bonnes mœurs à la demande du père d'une élève, commandant en second du 35e régiment d'infanterie.

Le procureur de la République de Belfort est un récidiviste. Il a déjà manifesté à plusieurs reprises une étrange désinvolture dans l'exercice de ses attributions. Il y a quelques mois, il inculpait des adolescents distributeurs de tracts. Cette fois, il n'a pas même consulté les services académiques avant d'engager les poursuites. Les gendarmes ont fait une descente au domicile de l'enseignante au lendemain du cours incriminé. Sans doute n'était-ce pas un hasard : Mme Mercier a, paraît-il, des opinions gauchistes...

Les syndicats d'enseignants, les associations de parents d'élèves Cornec, les partis de gauche, le comité de soutien ont organisé samedi une manifestation de 3 000 personnes. Pendant ce temps, l'académie de Besançon, se basant sur la fameuse circulaire Guichard, décidait la fermeture des trois lycées de Belfort. Le Parti socialiste a manifesté son indignation, réclamé la réouverture rapide des trois lycées. Il fallut attendre 5 jours pour qu'une telle décision soit prise. C'est Raymond Forni — par ailleurs candidat dans la 2e circonscription de Belfort — qui, depuis le premier jour, assure la défense de Nicole Mercier.

A plus d'un titre, l'affaire Mercier est significative : elle est révélatrice des blocages politiques, sociaux, mentaux, dans la conception des programmes scolaires, dans l'administration de la Justice et celle de l'Education nationale, qui sont trop profonds pour qu'on ne puisse pas les imputer à un régime qui, décidément, a fait son temps.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Le triomphe de Saturne

Le 1er décembre 1942, pour la première fois depuis les débuts de la guerre, une force allemande importante est encerclée par les armées d'un des membres de la coalition antinazie. Après l'effondrement des troupes roumaines, les Allemands ont réussi tant bien que mal à rétablir un front provisoire sur un affluent du Don, la rivière Tchir. La ligne de feu court ensuite le long du Don, puis traverse la steppe vers l'est, en s'appuyant sur la ville de Kotelnikovo, avant de rejoindre le front du Caucase.

Dans la poche de Stalingrad, qui a quarante kilomètres dans sa plus grande longueur et vingt dans sa plus grande largeur, un peu plus de 300 000 Allemands et alliés : du côté allemand, 13 divisions d'infanterie, 3 divisions motorisées, 3 divisions blindées, une division anti-aérienne, de nombreux bataillons du génie et de troupes du second échelon ; du côté allié, 2 divisions roumaines et un régiment croate. Le maréchal Gœring a promis à Hitler que la Luftwaffe ravittaillerait les unités encerclées. Le Fuhrer a nommé von Manstein à la direction du front sud, à charge pour lui de briser l'offensive soviétique et de dégager Stalingrad.

Manstein a rameuté tout ce qu'il pouvait trouver comme troupes. Au confluent du Don et de la Tchir, les Allemands conservent, à Nijne-Tchiskain, une tête de pont à 40 km du front ouest de la poche de Stalingrad. Sur la Tchir, Manstein a constitué, avec les rescapés des divisions battues, les permissionnaires, les troupes de la Luftwaffe et des états-majors, un ensemble hétéroclite baptisé détachement d'armée Hollidt, du nom de son chef. Il confiera donc à une autre unité — plus éloignée de Stalingrad puisqu'elle se trouve au sud de Kotelnikovo — la IVe armée blindée du général Noth, la charge d'attaquer vers Stalingrad.

La IVe armée blindée comprendra 13 divisions, dont 3 « panzer », la VIe ramenée de France, la XVIIe, qui était en réserve du haut commandement, et la XXIIIe, qui devait être ramenée du Caucase en même temps que le LVIIe corps blindé. Pour se protéger dans la boucle de la Tchir, Manstein a lancé, à partir de Rostov, une des plus belles unités blindées du front de l'Est, la XIe panzer commandée par un émule de Rommel, le général Balck. Celui-ci va anéantir deux brigades blindées soviétiques et leur soutien d'infanterie qui avaient, le 27 décembre, percé le front nord de la



Tchir. Mais Manstein constatait une pression de plus en plus forte des troupes de Joukov sur cette rivière. L'implantation par les Russes de nombreuses petites têtes de pont montrait qu'ils créaient les bases de départ d'une nouvelle attaque. Il faut donc aller vite, compte tenu de la faiblesse des effectifs allemands sur la Tchir, et une course de vitesse va alors s'engager entre Joukov et Manstein, avec comme enjeu la libération de Stalingrad.

Orage d'hiver

Le 12 décembre, Hoth attaque en direction du nord et enfonce le front tenu par la 51e armée soviétique (huit divisions et le 4e corps mécanisé). Les nazis aiment donner à leurs opérations des noms ronflants : le plan est baptisé Wintergewitter (Orage d'hiver) et le mot code qui le commande est Donnerschlag (Coup de tonnerre).

Manstein avait vraiment tenté de savoir ce que von Paulus, qui commandait la VIe armée encerclée à Stalingrad, avait l'intention de faire. Manquant de communications aisées avec les assiégés — alors que ceux-ci avaient une ligne directe avec le quartier général d'Hitler — il n'y était pas parvenu. En principe, la VIe armée devait attaquer en même temps que Hoth : elle ne bougea pas.

Hoth avance d'abord régulièrement : le 17 décembre, il est sur la rivière Aksai, à 55 kilomètres de Stalingrad. Joukov, qui, de son P.c. de Stari-Sherkatsk, suit cette progression, ne perd pas son sang-froid. Une offensive générale avait été prévue par le grand état-major soviétique, le plan Saturne. Le point choisi était beaucoup plus au nord, sur le Don moyen, tenu par la VIIIe armée italienne. Le « front » de Voronej, commandé par le général Golikov, l'ancien adjoint de Yeremenko à Stalingrad, et celui du sud-ouest, de Vatontine, enfoncent et anéantissent les Italiens avec, comme lointain objectif, Rostov. Le succès permet aux Soviétiques de faire glisser sur la rivière Michkova — le dernier obstacle naturel entre Hoth et Stalingrad — une troupe fraîche, abondamment équipée, la 2e armée de la Garde du lieutenant-général Malinovski.

Le 18, la situation est à son extrême tension. Entre Voronej et la Tchir, le front de l'Axe s'est effondré. Sur la Tchir, la pression soviétique est si forte que le groupe Hollidt s'effrite sous des coups de boutoirs répétés. Pour s'en sortir, Weichs, qui commande l'ensemble du front sud allemand, et Manstein n'ont qu'une solution : percer jusqu'à Stalingrad, ce qui contraindra les Soviétiques à voler au secours de leurs armées battues. Pour cela, Hoth n'est pas assez fort

s'il n'est pas soutenu par une attaque massive de Paulus.

Manstein décide donc d'envoyer le 29, dans la poche, son chef du service de renseignements, le major Eisman, pour tenter de convaincre Paulus. La mission échoue, Paulus affirmant qu'il manque d'essence et que la VIe armée tiendra jusqu'au printemps. Une démarche de Manstein auprès d'Hitler n'a pas plus de succès. La conviction que la VIe armée peut tenir est solidement ancrée. D'autre part, comme l'hiver précédent, Hitler attend que la Wehrmacht rétablisse un front solide : au printemps, elle repartira à l'assaut et délivrera Stalingrad.

Convois sur la glace

Le sort de la bataille fut alors réglé rapidement. Hoth avait réussi à établir plusieurs têtes de pont sur la Michkova, à 35 km de Stalingrad. Les troupes encerclées, l'arme au pied, pouvaient entendre le fracas du canon et voir, la nuit, les lueurs de la bataille. Le 22, Hoth n'avait plus assez de chars et de troupes pour percer et buta définitivement sur la 24e division de fusiliers de la Garde. Il va commencer un lent et organisé repli qui ne s'arrêtera qu'à 100 km au sud de Kotelnikovo, sa base de départ. Dans la bataille inutile, Manstein a perdu à peu près tous ses chars.

Dans Stalingrad, la Volga a été entièrement prise par les glaces le 16 décembre. Tchouikov peut enfin, la glace étant devenue assez dure pour faire passer des convois, reprendre contact avec la division isolée de Lioudnikov et faire relever ce qui reste des divisions de Sologoub, de Smekhotvorov et de Joloudev. La 62e armée, qui se bat depuis septembre, commence à grignoter les positions allemandes dans l'usine Octobre rouge. Des troupes fraîches, du matériel et de la nourriture parviennent enfin aux rescapés de l'enfer.

L'agonie de la VIe armée, en revanche, commence. En décembre, on évalue à 80 000 hommes le nombre de ceux qui furent perdus du fait des blessures, de la faim ou de la maladie. Tous les chevaux avaient été abattus pour nourrir les forces assiégées. La nuit de Noël, les soldats eurent droit à un repas « de luxe » : 175 g de pain, 90 g de pâté de viande, 30 g de beurre et 30 g de café. On imagine ce qu'était la ration ordinaire...

(A suivre)

C.F.

Pourquoi la poussée à gauche

On a voté dimanche dernier au Japon. Assez massivement, puisque 71,7% des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes. Le Parti libéral-démocrate, qui gouverne le pays depuis la capitulation japonaire, conservera le pouvoir : avec 271 élus et le concours de la majorité des seize élus indépendants, Kakusi Tanaka, président du Conseil sortant, va constituer le prochain gouvernement, malgré l'hostilité de certains membres de son parti, qui lui reprochent d'être insuffisamment conservateur.

Mais le Parti libéral-démocrate connaît, lui aussi, l'usure du pouvoir. Il obtenait en 1960 plus de 58% des suffrages. Le 10 décembre de cette année, il a tout juste dépassé les 47%. En revanche, la gauche a progressé de façon spectaculaire, là aussi — voir, dans notre précédent numéro, « Les socialistes, d'Amsterdam à Melbourne ». Avec 21,9% des voix, le Parti socialiste obtient 118 sièges, soit un gain de 28 sièges. Les communistes sont passés de 14 sièges à 38 sièges et ont presque doublé leurs voix. La politique japonaise se tripolarisant elle aussi, les grands vaincus sont les partis centristes, les démocrates - socialistes, qui tombent de 31 à 19 sièges, et le Komeito — un parti conservateur religieux — de 47 à 29.

Satellite des U.s.a.

Mais les progrès de la gauche ne s'expliquent pas seulement par l'usure du parti au pouvoir. La crise du conservatisme japonais, provisoirement résolue par l'avènement à sa tête de Tanaka, dont le dynamisme et le modernisme ont au mieux permis de freiner le recul des libéraux-démocrates, est celle d'une société qui n'a retenu de la défaite et de la fréquentation américaine qu'une avidité inouïe pour le profit à n'importe quel prix. Les succès de l'économie japonaise ont été notamment obtenus par une destruction systématique de l'environnement. D'autre part, en se transformant en satellite des Etats-Unis, le Japon a tranquillement profité d'un désarmement quasi total pour développer ses monopoles industriels.

Or, les dernières évolutions de la politique nixonienne ont porté un rude coup à la tranquillité japonaise. La dévaluation du dollar et la réconciliation avec la Chine ont été durement ressenties à Tokyo, qui a redouté d'être abandonné par Washington. Le réaliste Tanaka n'a pas perdu son temps : il prépare sa propre réconciliation avec Pékin, se lance dans une politique de réarmement et engage une offensive économique pour des débouchés nouveaux, au cours de laquelle il n'hésitera pas à affronter les concurrents américains.

Mais la gauche japonaise ne peut se satisfaire d'un tel programme, dans la mesure où sa contestation du capitalisme est souvent — voir la chronique cinéma du précédent numéro de « l'Unité » — bien plus entière qu'on l'imagine à distance de la part d'un peuple apparemment soumis de bonne grâce aux délices de la production et de la productivité. Se libérer de la tutelle américaine et rompre le carcan des trusts nationaux, tels sont ses objectifs. Il semble que des millions d'électeurs ont prouvé cette année qu'ils acceptaient de mieux en mieux une telle radicalisation de la vie politique.

CLAUDE FUZIER



Membres du Parti communiste japonais après le résultat des élections.

Une grande prison

Francisco Franco vient de fêter ses 80 ans. Peu à peu, il sombre dans la sénilité, ses mains tremblent, sa voix se brise de plus en plus. Mais le peu de lucidité qui lui reste lui permet de conserver le pouvoir et de faire régner sur l'Espagne le même ordre qu'à la fin de la guerre civile. Un de nos correspondants, journaliste de l'opposition, nous écrit depuis Madrid : « Les détentions, les procès, les condamnations s'accentuent presque comme dans les années les plus terribles de l'après-guerre civile. Elles frappent plus particulièrement les mouvements ouvriers — commissions ouvrières, Parti communiste, U.g.t. — les Basques, membres ou non de l'E.t.a., les étudiants et les membres du clergé qui prennent position contre le régime. »



L'Espagne vit des heures tristes entrouvrons quelques dossiers :

- Un procès contre Marcelino Camacho, responsable des commissions ouvrières, le prêtre Garcia Salvé et huit autres personnages est actuellement instruit. Ils sont accusés par la police d'avoir tenu une réunion des commissions ouvrières. Ce n'est pas moins de 570 années de prison que le procureur va réclamer contre eux.
- L'actrice espagnole Julia Pena, elle, est accusée d'avoir, en 1971, prêté son appartement à un groupe d'ouvriers grévistes du bâtiment de Madrid. Peine requise : six ans de prison.
- A Barcelone, trois avocats, Monserrat Aviles, Alberto Fina et Ascension Sole, sont accusés de propagande illégale. Ces trois avocats appartiennent à un cabinet juridique spécialisé dans la défen-

Journal d'un hors-la-loi

Arrabal est espagnol. Et auteur de théâtre. Il vit en France depuis plus de quinze ans. Il a déjà publié 9 tomes de son théâtre. En 1969, sa pièce « Et ils passèrent des menottes aux fleurs » a été interdite. Il vient de la monter à nouveau ; elle se joue au Palace, faubourg Montmartre, à Paris. Un cri rouge contre les prisons de Franco. Il a bien voulu, pour « l'Unité », parler de sa pièce, de l'Espagne, de la vie dans les geôles au pays de Lorca. Suivent donc des « Pages de mon journal », d'Arrabal.

Le poète communiste espagnol Marcos Ana fut arrêté à l'âge de 17 ans ; il en a passé 24 en prison pour délit d'opinion. Il est venu nous voir, au théâtre, pendant une répétition et nous avons tous ressenti une vive émotion. Avec beaucoup de simplicité, il nous a expliqué comment était la prison, et nous avons compris à quel point la réalité dépasse en horreur tout ce que l'on peut imaginer. L'un des acteurs lui a demandé : « Mais ne désirez-vous pas vous venger ? » et Marcos Ana a répondu, avec beaucoup de modestie et de naturel : « La seule vengeance que je souhaite, c'est qu'un jour, en Espagne, règnent la liberté et la justice. »

Les acteurs ont décidé de se couper les cheveux, comme pour rendre un discret hommage aux prisonniers dont ils jouent le rôle. Comme nous formons un groupe très uni, j'ai décidé, moi aussi, de couper mes cheveux longs.

Il ne faut pas oublier que, lorsque je suis sorti de la prison de Carabanchel, les détenus m'ont demandé de parler d'eux, de ne pas taire ce que j'avais vu et entendu. Ils avaient l'impression que le monde veut les ignorer. Je ne sais pas si ma pièce est bonne ou mauvaise, la seule chose dont je sois sûr, c'est que ce témoignage est écrit avec tout mon cœur.

Le travail des comédiens est épuisant. Aujourd'hui, l'un d'entre eux s'est encore blessé. Lorsque le public vient nous voir, il nous demande : « Comment avez-vous pu former une équipe si harmonieuse, si cohérente ? » A dire vrai, deux mois avant la générale nous ne nous connaissions pas. Nous nous sommes unis, nous avons créé la troupe à cause du sujet de la pièce qui a cimenté notre entente.

En 1967, lorsque j'étais à Carabanchel, tous les détenus parlaient de Marcelino Camacho, un ouvrier madrilène qui était arrêté depuis deux ans déjà, alors qu'il n'avait été condamné qu'à un an. Aujourd'hui, je viens de lire dans un journal qu'il vit toujours dans une cellule.

Les acteurs ne sont pas seulement admirables dans leur travail, mais aussi pour la somme de sacrifices qu'ils ont consentis. Lorsqu'on se consacre à un théâtre de création — révolutionnaire pour la forme ou subversif — il faut le faire dans les pires conditions. Sans aucune subvention : c'est-à-dire en ne touchant qu'un pourcentage minime, sans répétitions payées, sans garantie aucune.

Un avocat vient de me transmettre le verdict ratifiant l'arrêt brutal de « Et ils passèrent des menottes aux fleurs » en 1969. Les attendus déclarent :

« Attendu...

— Que ces incidents signalés à la police, faisant l'objet de plusieurs mises en garde émanées de la direction du théâtre, étaient si notoires qu'un journal de la grande presse les évoquait plaisamment le 10 décembre 1969 sous le



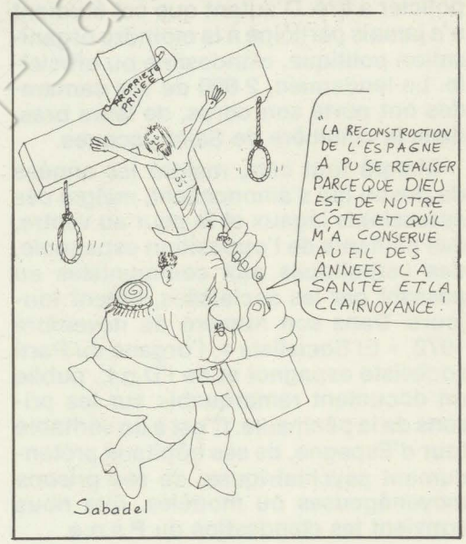
se des ouvriers devant les tribunaux du travail. Il fallait un prétexte, il a été trouvé.

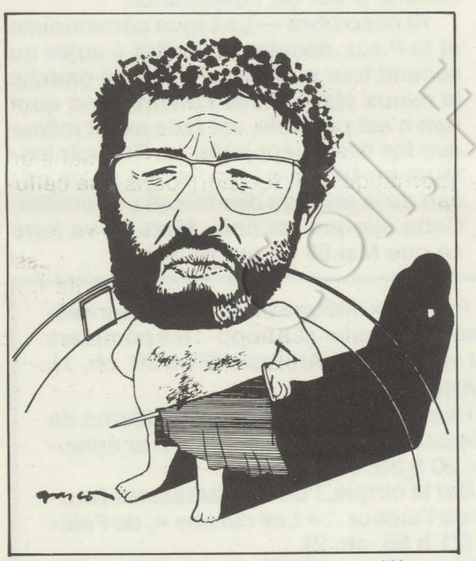
♦ Puis c'est le tour de l'Eglise. L'organisme religieux officiel Justitia y Pax, de Barcelone, est accusé de propagande illégale pour la publication d'un document contre la répression. Tous ses dirigeants sont inculpés.

♦ La revue « Iglesia viva », organe officieux de l'université catholique de Salamanque, vient d'être condamnée à une amende de 50 000 pesetas pour avoir publié un article du père Rafaele Belda, professeur de cette université, dans lequel il écrivait : « On a caché à la classe moyenne, composée de gens simples et sincères, la terreur blanche, la répression dont souffre la classe ouvrière. »

♦ Pendant ce temps, le régime franquiste renforce son système répressif au Pays basque. Ce sont plus de 40 000 policiers de la Guardia civile ou de la Brigade politique et sociale, la police en civil, qui occupent l'Euzkadi. A Devar, une petite ville du Pays basque, un immense bulding, le plus haut et le plus moderne de la province, vient d'être construit pour loger des troupes fraîches.

♦ Le 5 décembre, aux premières heures du matin, un étudiant de 20 ans, José-Maria Fuentes, sort d'un café de Saint- →





titre « Les mordus du Théâtre » (1)...

— Que l'entreprise de spectacle aurait donc, non seulement le droit, mais bien le devoir d'interrompre la représentation...

— Qu'en continuant de procurer une salle servant de cadre matériel à l'exercice de voies de fait, la direction théâtrale s'en serait rendue complice par fourniture de moyens, aide et assistance au regard des articles 68, 60 et R. 38 1° du Code pénal...

(Signé) : Tribunal de grande instance de Paris, 12 novembre 1971. »

Malgré l'insistance de mes demandes, je n'ai encore rien reçu : depuis six mois, je suis sans carte de séjour. Je suis donc hors-la-loi. Et pourtant ce renouvellement est une démarche administrative qui normalement se fait en 48 heures. Veut-on m'acculer à partir de France ? J'ai choisi de vivre en France depuis 1955. J'ai ici ma famille, mes amis, ma vie. Je traite la France avec amour, c'est-à-dire sans aucune complaisance. Je ne me suis jamais considéré comme invité... Je me sentais ici chez moi.

Je ne suis peut-être pas « bien vu » depuis mon film « Viva la muerte » et ma pièce « Et ils passèrent des menottes aux fleurs » (qui, pour comble de malheur, se joue actuellement à Paris)... Et on me dit : « Franco n'est pas seulement fort chez lui ».

(1) « Les mordus du Théâtre », article fantaisiste de Philippe Bouvard dans « le Figaro ».

La rupture

Cette fois, c'est chose faite : l'Eglise et l'Etat franquiste se sont déclarés la guerre. La 17e Assemblée de l'épiscopat espagnol a adopté, par 54 voix contre 14, un document affirmant que « la société civile doit garantir juridiquement aux citoyens la possibilité d'exprimer en public leurs diverses options avec les conséquences effectives que cela implique. »

L'amiral Carrero Blanco, vice-président du gouvernement, a pris la parole au dernier conseil des ministres pour déclarer la guerre à cette Eglise « contestataire et désacralisée ». Avec une parfaite goujaterie, l'amiral a rappelé que l'Etat fasciste avait, depuis 1939, dépensé 300 000 milliards de pesetas pour le clergé « sans autre but que de servir mieux l'Eglise et la patrie ».

Maintenant, les choses sont claires : 33 ans après avoir béni les canons fascistes, l'Eglise espagnole, y compris sa hiérarchie, a compris que les vrais chrétiens ne sont pas toujours du côté des plus forts.

Une grande prison

Jacques-de-Compostelle. Une jeep de la police s'arrête. Plusieurs coups de feu partent. L'étudiant est tué. Selon le rapport du médecin légiste, que les autorités franquistes se sont bien gardé de publier, l'étudiant a été atteint « par plusieurs coups de feu tirés à moins de 2 mètres. » Personne ne sait pourquoi le policier a tiré. D'autant que cet étudiant n'a jamais participé à la moindre organisation politique, clandestine ou officielle. Le lendemain, 2 000 de ses camarades ont porté son corps, de leurs bras, dans le cimetière de Saint-Jacques.

Malgré tout cela, malgré les années de prison qui s'amoncellent, malgré ces assassinats légaux et la peur au ventre, des militants de l'opposition espagnole, des catholiques aux communistes en passant par les socialistes, luttent toujours. Dans son numéro de novembre 1972, « El Socialista », l'organe du Parti socialiste espagnol et de l'U.g.t., publie un document remarquable sur les prisons de la péninsule. C'est à un véritable tour d'Espagne, de ses hôpitaux prétendument psychiatriques, de ses prisons moyenâgeuses ou modèles, que nous convient les clandestins du P.s.o.e.

Pour les hommes politiques de la majorité qui, en France, souhaitent l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, ce serait une saine lecture. Justement, Maurice Schumann reçoit cette semaine, sous les lambris du Quai d'Orsay, Gregorio Lopez Bravo, son homologue espagnol.

NICOLAS BRIMO

L'Etat raciste

7 décembre — Racistes en action. Le secrétaire général de l'U.d.r., M. Peyrefitte, parle de Georges Marchais, communiste : « C'est un homme que vous ne prendrez pas en auto-stop. »

Le gardien de la paix Marquet parle à Mohamed Diab, Arabe : « Ramasse tes affaires, dégueulasse. »

Après quoi, les militants U.d.r., ces braves gens, acclament M. Peyrefitte.

Après quoi, le gardien de la paix, Marquet, ce brave homme, exécute sommairement Mohamed Diab.

par Pierre Bourgeade

Le racisme et le fascisme tout entiers sont inclus dans l'attaque personnelle, dans la discrimination physique. Sartre l'a démontré : l'antisémite crée le Juif, puis l'Etat anti-juif. On commence par dire : les Juifs ont une tête qui ne me revient pas. Puis on les tue. Les Arabes ont une tête qui ne me revient pas. Puis on les tue. L'acte suit la parole comme le jour suit la nuit. Si Peyrefitte ne parlait pas comme il parle, Marquet n'agirait pas comme il agit.

L'exemple vient de haut. Il y a quinze jours, s'adressant à un chef d'Etat africain, M. Pompidou affirmait : « L'indépendance des nations africaines est liée à la garantie de la France. Sans nous, votre monnaie s'effondrerait. »

La politique de l'Etat raciste repose sur des idées simples : les Noirs sont incapables de se gouverner eux-mêmes. Les communistes sont un peu moins que des Français. Les Arabes sont un peu moins que des hommes. Du président de la République au dernier des policiers, chacun en tire les conséquences qui s'imposent. Le secrétaire général de l'U.d.r. a reçu la mission de diffuser ces idées dans le pays. Il s'en acquitte avec zèle. Physiquement, il rappelle assez Philippe Henriot. Mais la ressemblance physique n'est rien — quoiqu'il en pense. C'est la ressemblance morale qui compte. Peyrefitte commence comme Philippe Henriot a commencé. Espérons qu'il finira mieux.

8 décembre — Pompidou parle à Sciences-Po. Il ne manque pas de citer longuement son maître, Charles Maurras, et de nommer Pétain parmi les « idoles » envers qui le peuple français a manifesté son ingratitude. Maurras : condamnée à la réclusion perpétuelle pour intelligence avec les nazis. Pétain : condamné à mort pour intelligence avec les nazis. Le jour de sa condamnation, en 1945, Maurras s'est écrié : « C'est la revanche de Dreyfus ! » Mais Pompidou, c'est la revanche de Maurras. Il est temps que cela cesse. Il est temps de renvoyer Maurras, Pétain, Pompidou, Peyrefitte et Touvier dans les vieux débarras de l'Etat raciste. C'est ça, l'alternance.

10 décembre — La Ligue communiste et le P.s.u. décident d'inviter à voter au second tour pour le candidat de gauche le mieux placé. Ainsi l'union, sans quoi rien n'est possible, est faite avant même que les dés soient jetés. Le Pouvoir instauré en 1958 n'a tenu 14 ans qu'en raison de la division des forces populaires. Cette époque est finie. Mars 73 va faire ce que Mai 68 ne put réussir.

Télé-sélection

Une innovation d'Europe 1, « Radio U » (U comme université) : nouvelle émission consacrée aux étudiants et confiée chaque semaine à quelques-uns d'entre eux : discussion, documents, un bulletin d'information... (tous les lundis, Europe 1, 20 h 30).

VENDREDI 15 DECEMBRE

Une dramatique d'après Dickens : « Le grillon du foyer » (20 h 30, ch. 2).

L'enfant — une émission spéciale du magazine La qualité de la vie (21 h 20, ch. 1).

SAMEDI 16

Pour les amateurs de rugby : Ecosse-Nouvelle-Zélande (15 h 10, ch. 2).

DIMANCHE 17

Les travailleurs des neiges — un reportage d'I.n.f. 2-Dimanche (13 h, ch. 2).

« Policier » dans le Colorado : « Le secret du grand canyon », un film de Don Siegel (14 h 20, ch. 2).

Le Pays nantais, dans la série Les gens d'ici (15 h 40, ch. 2).

Déjà toute la maîtrise et toute l'originalité de Fellini dans l'un de ses premiers films, « Les Vitelloni » (20 h 40, ch. 1).

Apollo XVII : sortie dans l'espace de Cernan (22 h 40, ch. 2 et 23 h 10, ch. 1).

A Ciné-club, un film mystérieux et délicat du Belge André Delvaux, « Le rendez-vous de Bray » (22 h 50, ch. 2).

LUNDI 18

La vie de Dickens, racontée par Alain Decaux (21 h 30, ch. 2).

Par deux maîtres de la chronique télévisée, Bringuier et Knapp : les pompiers du village de L'Arbresle (21 h 30, ch. 1).

MARDI 19

Une version italienne, en feuilleton de 6 épisodes, de « Pinocchio » (1er épisode, 20 h 30, ch. 1).

Sur le cirque, l'un des fantasmes favoris de l'auteur : « Les clowns », de Fellini (21 h 55, ch. 2).

L'amerrissage d'Apollo XVII (23 h 25, ch. 2 et 23 h 35, ch. 1).

MERCREDI 20

Une réalisation de Coldefy : « Les précieuses ridicules », de Molière (21 h 30, ch. 2).

JEUDI 21

Maurice Druon adapté par Claude Barma : « Les rois maudits », 1er épisode (20 h 30, ch. 2).

UN CADEAU POUR VOUS

Avec 1972 va bientôt se terminer la première année d'existence de notre journal. Nous vous l'avons déjà dit et nous croyons pouvoir le répéter : depuis sa naissance, « l'Unité » s'est largement imposée parmi les hebdomadaires politiques français. Son audience grandit de semaine en semaine. Mais nous ne pouvons nous satisfaire de ces résultats, qui ne nous permettent pas encore de surmonter les difficultés auxquelles doit faire face un journal politique et qui, d'autre part, ne correspondent pas à nos ambitions dans la période actuelle.

En effet, au cours des mois à venir, la contribution de « l'Unité », en tant qu'organe d'expression des socialistes, sera essentielle dans la bataille contre le Pouvoir. Il est indispensable que sa diffusion connaisse un nouveau bond en avant. Plus que jamais, nous comptons sur vous.

Pendant les mois d'été, nous avons lancé une campagne d'abonnements-cadeaux qui a permis à plusieurs centaines d'entre vous de recevoir une série d'ouvrages « La Suède en question », publiée par les éditions Seghers.

A l'occasion de cette fin d'année, nous vous offrons de participer à une nouvelle campagne dont la durée s'étendra du 10 novembre à fin décembre. Il s'agit, grâce à cette campagne — ainsi qu'à d'autres initiatives dont nous vous informerons prochainement — d'atteindre et si possible de dépasser avant la fin de l'année l'objectif de 10 000 abonnés.

Dans cette campagne, nos abonnés actuels, en particulier ceux qui depuis le début font confiance à « l'Unité » et nous ont déjà montré maintes fois leur attachement à notre journal, doivent être les militants les plus dynamiques. Ils doivent aussi être récompensés de leurs efforts.

C'est pourquoi nous offrons à tout abonné qui, d'ici au 31 décembre, fera un nouvel abonné d'un an, ou à tout nouvel abonné qui nous adressera un second abonnement avec le sien, un ouvrage de la collection « Les grandes études contemporaines », publiée par les éditions Fayard (valeur minimum : 35 F), à choisir parmi les titres suivants :

- **Léon Blum, par Joël Colton**
- **L'Histoire de la Milice par Jacques Delperrié de Bayac**
- **La S.f.i.o. et l'exercice du pouvoir par Roger Quilliot**
- **La gauche française (1958-1965) par Jean Poperen**

Il vous suffit de remplir les deux volets du bulletin ci-dessous et de nous l'adresser au plus vite, et en tout cas avant le 31 décembre. Le livre-cadeau sera adressé, à votre choix, soit au nouvel abonné, soit à vous-même.

Nous sommes certains que vous comprendrez que le moment est venu de donner un essort décisif à notre hebdomadaire et nous vous remercions d'avance de nous y aider.

NOUVEL ABONNEMENT-CADEAU

Transmis par

M. .....
Adresse .....
.....
Département .....

Pour M. .....
Adresse .....
.....
Département .....

Le livre FAYARD choisi .....
.....
est à envoyer
à moi-même ☐
au nouvel abonné ☐

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

coll. Fondation Jean Jaurès

L'amour les yeux bandés

L'an dernier, après Rufus et Bernard Haller, Paris découvrait Zouc. Cette année, la découverte, c'est Micheline Uzan. Même phénomène que pour Zouc : le « one woman-show ». Avec un matériau différent, cependant. Micheline Uzan a choisi un bijou de notre littérature : « Les lettres de la religieuse portugaise ». Une œuvre vieille de trois siècles. Après un mois au nouveau théâtre Sorano, le spectacle reprend au Kaleidoscope (5, rue Frédéric-Souton, à Paris).

Découverte de Micheline Uzan ? Eclosion serait un terme plus juste. Certes, elle est jeune. Certes, elle n'a que huit ans de « carrière » derrière elle. Mais son palmarès n'est pas pauvre : presque uniquement des premiers rôles. Cassandre dans « Troïlus et Cressida », monté par Planchon en 1964. Camille dans « On ne badine pas avec l'amour », mis en scène par Debauche. « Les Paravents » de Genêt, chez Barrault, en 1966. Jeanne d'Arc dans « La grande pitié du royaume de France », de Maurice Clavel. Blanche dans « Le roi s'amuse », de Victor Hugo. Viola dans « La nuit des rois », de Shakespeare. Juliette dans « Roméo et Juliette », monté par José Valverde. Suzanne dans « Le mariage de Figaro », mis en scène par Edmond Tamize. En plus, depuis 1966, elle a été pratiquement de tous les spectacles du théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis : Junie dans « Britannicus », des rôles dans « Schweik » et « La Locandiera », dans « 30 millions de gladiateurs » et « La guerre des paysans » ; également « âme » de « La fête, c'est dingue », puis de « C'est la fête ». Bref, l'école de la décentralisation, la vraie, celle qui apprend mille fois plus que les deux ans que Micheline Uzan a passés au Centre d'art dramatique de la rue Blanche...



Micheline Uzan

Au bout du compte, quoi d'étonnant si elle surgit maintenant en pleine lumière, souveraine dans son art ? Sa maturité et sa maîtrise sont d'autant plus aiguës qu'à l'expérience théâtrale, elle joint la lucidité de la citoyenne. Il faut l'avoir vue dans un spectacle de tréteaux et de rue comme « Vietnam : ; il faut l'avoir entendue chanter, l'an dernier, de sa voix éraillée, quasi nègre : « La liberté pour Angela Davis... »

Son choix des « Lettres de la religieuse portugaise » est aujourd'hui tout aussi judicieux. Car ce texte n'est ni innocent ni dépassé. Il procède de la mise en accusation des relations du couple dans l'amour, du rôle soumis que la femme est contrainte d'y jouer. « Ces textes, dit Micheline Uzan, devraient servir de repoussoir. On y voit une femme heureuse d'être abandonnée, d'être malheureuse. Le public peut, à partir de là, réagir et se demander : pourquoi faudrait-il que la femme soit annexée à l'homme ? »

Avec une intensité pathétique, une comédienne affirmée lance son cri : « L'amour sera-t-il toujours l'amour — les yeux bandés ? » On ne saurait se boucher les oreilles.

JEAN MONTAGNARD

Notes de lecture

Contes à rebours

Une lecture psychanalytique fort instructive des œuvres de Charles Perrault : c'est ce qu'offre Marc Soriano avec son « Dossier Charles Perrault » (Hachette-Littérature). L'auteur du Petit Poucet, de Cendrillon, de Riquet à la Houpe, avait écrit ses contes pour distraire le peuple. Ce bourgeois, collaborateur efficace de Colbert pendant des années, n'avait certes rien d'un contestataire. Pourtant, la plupart de ses fables montrent des enfants malheureux — en général des cadets de famille — prenant leur revanche sur des parents injustes.

Marc Soriano pense que le succès des contes vient de là : en exprimant la lutte des plus jeunes contre ceux qui détiennent le pouvoir, Perrault séduit des générations d'enfants. Pourquoi ce grand bourgeois a-t-il choisi un tel thème ? Cela aussi, Marc Soriano l'explique : Perrault avait un frère jumeau, son aîné, qui mourut à 6 mois, d'où son comportement névrotique, qu'il traduisit inconsciemment dans ses contes. Une explication intéressante. M. B.

Le soleil de l'amour

La « nuit américaine » est un terme technique, une appellation cinématographique contrôlée : les réalisateurs nomment ainsi ce plan qui est censé se tourner de nuit et que l'on prend, en réalité, de jour. L'opération ne se réussit bien qu'en plein soleil. Le même jeu guide Christopher Frank dans son roman « La nuit américaine » (Editions du Seuil), Prix Renaudot 1972. L'ambiance est au sombre, mais tout se passe au soleil de l'amour.

Un photographe blasé vit une existence très parisienne, mondaine et mondiale. Jusqu'au jour où le visage de Nadine, comédienne, surgit dans le champ de son objectif... Quelques métaphores fulgurantes mises à part, l'écriture est très « à l'américaine », très facile. S'il n'était pas question d'amour, on s'ennuierait sûrement.

J. M.

Des obsessions envoûtantes

Une époque qui pourrait bien être l'Occupation. Un ex-légionnaire, un directeur de feuilles à scandales et un troisième homme, Juif traqué, trafiquant de marché noir, le père du narrateur : c'est pour le retrouver, le protéger, que ce dernier fréquente ces individus douteux.

Dans ce roman surprenant et envoûtant, Patrick Modiano retrouve ses obsessions — la guerre, l'occupation — et ses problèmes résumés par la phrase de Rimbaud placée en épigraphe du livre : « Si j'avais des antécédents à un point quelconque de l'Histoire de France ! Mais, non, rien. » M.B.

595 FRS

TOUT COMPRIS
TRANSPORT
AVION
LOGEMENT
PENSION
COMPLETE
EXCURSION

WEEK-END EN TUNISIE

Départ tous les
vendredis soir
Retour dimanche soir
Départs
spéciaux 1973
Pâques - 1er mai
Ascension-Pentecôte

Conditions particulières
pour groupes
Collectivités
Comités d'Entreprise
Association-Clubs

Pour tout renseignement
complémentaire contacter :

AGENCE
REPUBLIQUE VOYAGES
Département Tourisme
Collectivités
61, rue de Malte
75541 PARIS - CEDEX 11

Téléphone 355.69.30
Télex 21956

Lic A 504

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Des enfants, leurs livres

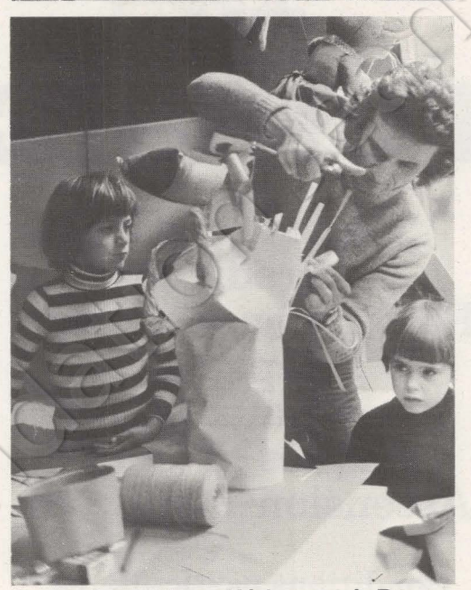
« La littérature enfantine existe-t-elle ? » se demande Isabelle Jan dès l'introduction de son livre, « Essai sur la littérature enfantine » (Editions ouvrières). Interrogation prolongée par celle de M. Bermond et R. Boquié, dans leur ouvrage « Le livre, ouverture sur la vie » (Magnard) : que donner à lire aux enfants ?

Pierre Gamarra écrit de nombreux livres et pièces pour les enfants. Il est conscient des difficultés du sujet : « Quand on passe du domaine de l'adulte au domaine de l'enfant, les problèmes ne sont pas simplifiés, affadis, plus sommaires. Ils sont, au contraire, plus aigus et plus complexes. » D'autant plus complexes que ce sont les adultes qui produisent des objets artistiques qu'ils mettent sous l'étiquette « pour enfants ». Des livres et des spectacles ont été réalisés à partir des réflexions ou souhaits des gosses : ils ne ressemblent pas tout à fait aux autres. Parce que, comme l'explique Gilles Chavassieux (metteur en scène, assistant de Roger Planchon), « on croit généralement qu'il faut faire du facile pour les enfants. Ce qui est une démarche inconséquente. Pourquoi faudrait-il que l'on ne mette à la disposition de la jeunesse que des sous-produits, des ersatz d'objets artistiques ? Il convient au contraire d'être exigeant. L'intérêt en est grand : si un enfant, au détour d'une phrase, est arrêté par un mot inconnu, c'est aussitôt le point de départ d'une question, d'une découverte... »

Jean-Claude Giraudon, auteur de pièces pour enfants, va dans le même sens : « Si l'on n'endimanche pas les choses dont on parle aux enfants, si on appelle un chat un chat, il se trouve des gens pour venir vous dire : « mais vous inquiétez les enfants ! Mais vous détruisez leur innocence ! » Comme ci le premier acte rationnel n'était pas d'aider l'enfant à découvrir l'univers dans lequel il vit ! Comme s'il ne s'agissait pas avant tout de lui donner un outil de lecture, de connaissance, de découverte du monde ! » Car toujours les adultes décident pour les tout jeunes. L'académicien Paul Hazard l'a même écrit dans son essai « Les livres, les enfants et les hommes » (Hatier) : « Les hommes ont longtemps opprimé les enfants ». Et ils continuent !

Mais agir autrement, donner aux enfants des instruments de connaissance, cela sous-entend de leur en laisser la libre utilisation. Giraudon l'énonce clairement : « L'imagination est le contrepoint nécessaire de la connaissance. Il faut abandonner aux enfants les mots, comme on leur abandonne des cubes... Tout acquis doit pouvoir déboucher sur une invention. »





Au centre d'Yves Védrenne à Rouen.

Impossible, diront certains. Cet exemple, pourtant : « Monsieur Gaston habite à Rouen. Il doit aller à Paris. Il part pour la gare avec son sac de voyage. Mais il s'aperçoit qu'il a oublié sa cravate. Il a des moustaches. Il retourne chez lui prendre sa cravate. Il revient à la gare. A l'Indien-chef de gare, il dit : A quelle heure est le train ? L'Indien répond qu'il est déjà parti. Monsieur Gaston est triste. Mais l'Oiseau Rouge-gorge lui dit : Je t'emmène à Paris. Ils s'envolent. Ils arrivent avant le train. Ils vont boire un coup... » Cette histoire a été inventée et jouée — avec marionnettes — sous nos yeux par de jeunes enfants, lors d'une animation faite à Rouen par le Centre d'art et d'essai du spectacle pour enfants d'Yves Védrenne. A la demande l'un libraire, M.X., de l'Armitière. L'animation, au départ, tournait autour d'un livre : « Fleur-de-lupin ».

Comme quoi Prévert a bien raison de dire : « J'aime mieux ceux qui lisent les livres que ceux qui les écrivent, car au moins ils en rajoutent ».

Puissent les enfants de nos lecteurs en rajouter beaucoup à partir de la liste que nous leur proposons.

JEAN MONTAGNARD

N.B. — Le chiffre qui suit l'énoncé de chaque ouvrage donne, à titre indicatif, l'âge à partir duquel le livre est, en principe, accessible aux enfants.

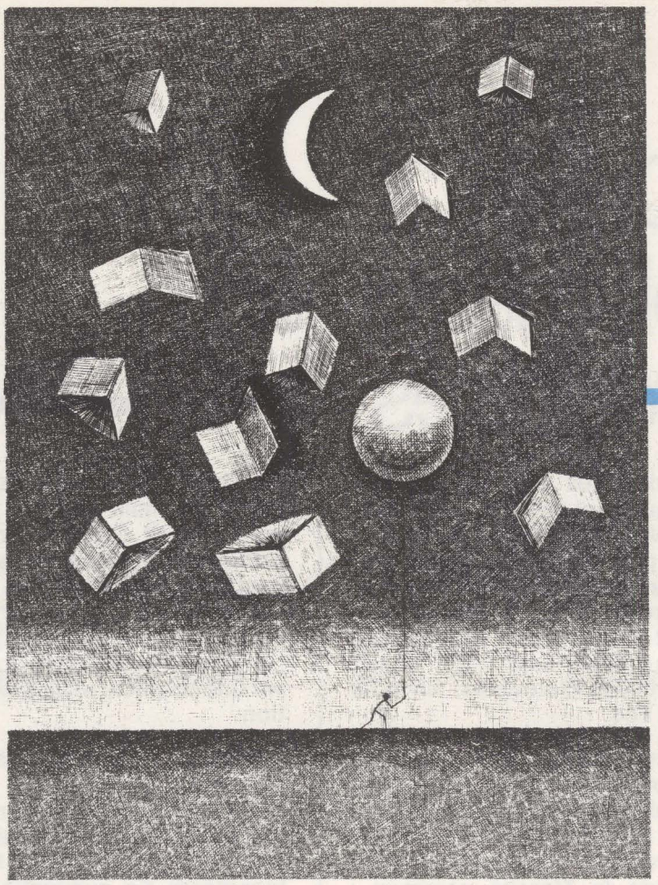
Livres primés

*** N. Vidal : La conspiration des parasols (Editions de l'Amitié). Prix jeunesse 1972 (10 ans).**
*** Robert Murphy : L'étang sauvage (Calmann-Lévy) Diplôme Loisirs-jeunes (12).**
*** Robinson Crusoë : Mes carnets de croquis (Weber). Meilleur livre loisirs jeunes 1972 (10).**
*** Le Trésor de l'homme : contes et images du Vietnam (éditions de La Farandole). Diplôme Loisirs-jeunes ; sélection 50 livres de l'année 1971 (8).**
*** Comment la souris reçoit une pierre sur la tête et découvre le monde ; préface par Piaget, illustré par Dellessert (Ecole des loisirs). Diplôme Loisirs-jeunes (3).**
*** Jacqueline Held : Le chat de Simulombula (Harlin Quist). Grand prix 1970 de la littérature pour la jeunesse (7).**
*** Andrée Clair et Boubou Hama : La savane enchantée (éditions de La Farandole). Diplôme Loisirs-jeunes (6).**
Boubou Hama a recu, en 1971, le Grand prix de la littérature de l'Afrique noire et le Prix Léopold-Sedar Senghor.
*** Binette Schroeder : Fleur-de-Lupin (Ecole des loisirs) Diplôme Loisirs-jeunes (5).**
*** Jacqueline Cervon : Le nain et le baobab (G.P.) Diplôme Loisirs-jeunes (8).**
*** Anne Pierjean : Marika (Rouge et or) (8).**
Grand prix de littérature du Salon de l'enfance 1972.

Grands auteurs

*** Clara Malraux : Contes de la Perse (Editions G.P.) (8).**
*** Pierre Gamarra : ABC, poèmes (éditions de La Farandole) (4).**
*** Ionesco : Conte numéro 3 (Harlin Quist) (4).**
*** Marguerite Duras : Ah ! Ernesto (Harlin Quist) ; « Interdit au plus de 18 ans » (4).**
*** Sonia Delaunay : Alphabet (Ecole des loisirs) (4).**
*** Robert Desnos : Chantefables et chantefleurs (Gründ) (8).**
*** Jacques Prévert : Lettre des îles Baladar (N.r.f., coll. Le point du jour) (10).**
*** Jacques Prévert : Bim, le petit âne (Hachette) (5).**
*** Poèmes d'aujourd'hui pour les enfants de maintenant (Editions ouvrières) (12).**
Char, Lorca, Eluard, Prévert, Apollinaire, Desnos, etc.

Imprimerie HEBDO T.C. - 76 Yvetot



* **Bernard Clavel : La maison du canard bleu (Casterman) (8).**

Contes et légendes

* **Marcel Aymé : Les contes bleus du chat perché (Gallimard) ; Les contes rouges du chat perché (Gallimard) (10).**
* **Le petit Poucet, d'après Charles Perrault (Rouge et or) (8).**

Illustré d'après le film de Michel Boisrond.

* **Maurice Druon : Tistou les pouces verts (éditions G.P.) (13).**
* **Lewis Carroll : Alice au pays des merveilles (Delagrave) (10).**
* **L'extraordinaire ambassade de Messire Renard (Delagrave) (7).**

L'auteur, René Guillot, a obtenu en 1964, pour l'ensemble de son œuvre, le prix Hans Christian Andersen.

* **Sandra Jayat : Kourako (Casterman), coll. Plaisir des contes) (7).**

Dans la même collection : des livres de Minou Drouet, Henri Gougaud, Bernard Clavel, Françoise Mallet-Joris, Pearl Buck, François-Régis Bastide, etc.

* **Contes et légendes du monde entier (Nathan) (10).**
* **Claire Huchet : Les cinq frères chinois (Sénevé-jeunesse) (5).**
* **Le rat des champs et le rat de maison, d'après Esope ; suivi de : Le lièvre et la tortue, d'après La Fontaine (Hatier) (6).**
* **Anne Pierjan : Trois contes d'aujourd'hui (Bias) (5).**
* **Perrault : La belle au bois dormant (Casterman) (7).**

Animaux

Chats, insectes, animaux de la ferme, félins, bêtes de tous poils et de tous plumages, races de tous continents : les sujets sont inépuisables et les éditeurs s'en donnent à cœur joie. D'Odège à Bias, d'Hatier à Flammarion, en passant par Le père Castor, chacun s'y adonne avec plus ou moins de bonheur et de réussite. Nous ne citerons ici que les ouvrages dont l'originalité est évidente :

* **Oiseaux du monde (Casterman) (8).**
* **Au pays enchanté des bêtes (Gründ) (8).**
* **Petit Potam (Dargaud) (3).**

Déjà 11 volumes dans la série.

* **William Steig : Arnos et Boris (Flammarion) (4).**
* **Léo Lionni : Un poisson est un poisson (Ecole des loisirs) (5).**
* **La tortue pattue, trapue, ventrue, barbue (Sénevé-jeunesse) (3).**
* **L'aventure des animaux invisibles (éditions de La Farandole) (8).**
* **Binette Schroeder : Florian et Tracteur-Max (Ecole des loisirs) (6).**

La nature

* **Philippe Lorin : Un flocon, deux flocons, trois flocons... (Rouge et or) (4).**
* **Peter Spälti : La boule de neige (Sénevé-jeunesse) (3).**
* **Sophie Barbaroux : Jardin d'enfant (Ecole des loisirs, coll. Chanterime) (4).**

Dans la même collection : Ronds de lumière, Pierres de lune, etc.

* **Philippe Lorin : Les sports d'hiver (Odège) (4).**
* **Jil et Jacinthe à la mer (Sénevé-jeunesse) (5).**
* **L'Histoire de l'eau (Bias (5).**
* **Georgette Barthélémy : la mer et ses secrets (Nathan) (10).**

Imagination

* **Patrick Raynaud : 27 000 dessins et poèmes (Ecole des loisirs) (4).**
* **Kay Pritta : La Montagne magique (Sénevé-jeunesse) (6).**
* **Ils ont marché sur la lune (Rouge et or) (7).**
* **Maurice Sendak : Cuisine de nuit (Ecole des loisirs) (5).**
* **H. Hoffmann : Pierre l'ébouriffé (Harlin Quist) (10).**
* **La maison de Barbapapa (Ecole des loisirs) (6).**
* **Thed la Terreur (Harlin Quist) (10).**
* **Globula, la planète des téléphones (Ecole des loisirs) (7).**
* **Gertrude et la sirène (Harlin Quist) (10).**
* **Scapa : Le grand voyage de Papi et Bottine (Flammarion) (5).**
* **Les télémorphoses (Harlin Quist) (12).**

Art

* **Rembrandt (Weber, coll. L'art pour les enfants) (10).**

Dans la même collection, Chagall, Picasso, Klee, Renoir, Rousseau, Toulouse-Lautrec, etc.

* **Petrouchka, ballet de Stravinsky (Gründ, coll. Ballets) (10).**

Dans la même collection, Cassenoisette, Le lac des Cygnes, L'oiseau de feu, Cendrillon, etc.

* **Le style roman (Bias, coll. L'art et la manière) (12).**
* **Qui est Léonard de Vinci (Hatier) (10).**

Dans la même collection, Galilée, Marco Polo, Shakespeare, Rembrandt, etc.

* **75 ans de cinéma (Nathan) (12).**
* **5 000 ans d'architecture (Nathan) (12).**

Personnages

* **Vieux frère de petit balai (Albums du père Castor) (4).**
* **Sarah petite fille du voyage (Album du père Castor) (4).**
* **Cécile Aubry : Sébastien et le cheval sauvage (éditions G.P.) (8).**
* **Marinette cherche un lit (éditions de La Farandole) (3).**

Albums actifs

* **Qu'est-ce que cela signifie ? (Ecole des loisirs) (5).**
* **J'apprends à écrire (Odège) (5).**
* **J'apprends à connaître les couleurs (Odège) (4).**
* **1 000 questions, 1 000 réponses (Casterman) (8).**
* **Formes et couleurs (Dessain et Tolra) (10).**
* **L'esprit de la couleur (Dessain et Tolra) (12).**
* **Le monde des couleurs (Bias) (4).**
* **Acti-Pile (Casterman) (10).**
* **Sois l'enchanteur ; le second livre de l'illusionniste (éditions G.P.) (8).**
* **Volupli (Hatier) (8).**

Dans la série Des costumes de tous les temps et tous les pays.

* **Petits patapons ; album-jeux (Hatier) (6).**
* **Mecanupli (Hatier) (8).**

De drôles de petites machines en papier.

* **Peindre et dessiner (Nathan) (10).**

Bandes dessinées

* **Lucky Luke, chasseur de primes (Dargaud) (7).**
* **Le devin (Dargaud) (7).**

Le dernier des « Astérix ».

* **Achille Talon au pouvoir (Dargaud) (10).**

Le septième album de la série.

* **Les 101 dalmatiens (Odège) (6).**
* **Les Dingodossiers (Dargaud) (13).**

Collections pour adolescents

(à partir de 10-12 ans).

* **Dauphine (Rouge et or). Déjà 3 306 volumes.**
* **Jeunesse-poche (Hatier).**
* **Une victoire aux jeux olympiques (éditions de La Farandole). Trente titres dans la même collection.**
* **Série Flicka (Calmann-Lévy). Une vingtaine de titres parus.**
* **Bibliothèque de l'Amitié (Hatier). Aventures ou « vocations ».**
* **Collection Anémones (Bias).**
* **Contes et légendes de tous les pays (Nathan).**

A remarquer, le dernier volume paru, « Récits de l'histoire de Chine ».

Debré, insatiable dévoreur d'hectares

Terrains militaires. Défense d'entrer. La presse n'en a pas encore parlé, mais « l'Unité » peut le révéler : 3 567 hectares du département des Pyrénées-Orientales vont être entourés de panneaux invitant la population et les touristes de s'écarter d'une partie importante du massif des Corbières. Michel Debré doit se frotter les mains. Sans cri, sans protestation, dans le demi secret des administrations, des préfectures et des ministères et sans être demandeur, le ministre de la Défense nationale vient de réussir un coup de maître. Il échange 268 hectares contre 3 567 et tout le monde lui dit merci.

Tout a commencé par un rapport sur l'industrialisation du sud-est. Après Fos, il convenait de faire quelque chose. Les projets touristiques du Languedoc-Roussillon battaient de l'aile, les « villages d'été » plantés au bord de l'eau ne se vendaient pas, la situation de l'emploi dans le département était loin d'être au beau fixe. Jérôme Monod, délégué à l'aménagement du Territoire et à l'action régionale, eut alors une idée. Créer, dans les Pyrénées-Orientales, un pôle d'équilibre à Fos.

Dans le département, personne n'y a cru. « Equilibrer Fos ? C'est une galéjade ». Par contre, pourquoi ne pas tenter de faire venir les Espagnols ? Les industriels de Barcelone ont envie de prendre pied dans le Marché commun ; ils ont besoin, pour mieux vendre certaines de leurs fabrications, du label France ; bien sûr la main-d'œuvre est plus chère ici, mais ceci est contrebalancé par cela. Et Gilbert Carrère, nouveau préfet du département, a pris feu. Suivant les conseils de Paris, il pense « zone industrielle ». La Z.i., dans le jargon de certains, est la dernière panacée, l'ultime gadget permettant non pas de trouver une solution, mais d'attendre la solution.

Mais pour réussir, il faut voir grand. En surface, tout d'abord : on ne discute pas à moins de 200 hectares. En moyens de communication, ensuite : il faut l'avion, le chemin de fer et l'autoroute. En logements. En subventions. Côté logement, il y a les villages — comme Port-Barcarès — que l'on n'a pas pu vendre

Le premier propriétaire foncier de France

260 000 hectares : l'équivalent d'un département français, comme celui des Yvelines. Telle est la part du territoire national qu'occupe l'Armée.

Le domaine de l'armée de Terre représente 172 000 hectares, inégalement répartis selon les régions. La moitié se trouve dans l'est (3/ 10e) et dans la région parisienne (2/ 10e). Les autres 5/ 10e se répartissent à peu près également dans les régions françaises. Ce domaine comprend 880 casernements, 580 installations des services, 11 grands camps nationaux, 3 camps régionaux et plus de 300 terrains d'exercice de garnison.

Par ailleurs, 47 000 hectares dépendent de la Délégation ministérielle pour l'armement. Ce sont, pour l'essentiel, des champs d'expérimentation, tels que Bourges, Captieux ou le centre d'essais des Landes.

L'armée de l'Air occupe 25 000 hectares. Soit 83 aérodromes. La Marine, elle, n'occupe que 6 000 hectares. (1)

Ce n'est déjà pas mal. Mais cela ne suffit pas à M. le ministre de la Défense nationale. Ce n'est pas moins de neuf projets d'extension ou de création de camps militaires que Michel Debré a dans ses tiroirs. Au plateau d'Albion, où l'Armée occupe déjà 35 000 hectares et où elle a installé nos fameux missiles balistiques sol-sol, de nouveaux travaux sont en préparation. A Avon, dans les Deux-Sèvres, l'Armée réclame 100 nouveaux hectares pour que les élèves de la gendarmerie puissent s'entraîner. A Barrès, dans les Pyrénées-Orientales, elle veut 650 hectares. A Canjuers, au-dessus des gorges du Verdon, les militaires viennent d'exproprier 35 000 hectares. Et une commune, Broves, a été purement et simplement rayée de la carte. A Eulmont, près de Nancy, l'Armée prévoit d'occuper 200 hectares nouveaux. Le Larzac, on connaît trop bien cette affaire. A Nanteau-sur-Lunin, près de Nemours, c'est 750 hectares de forêts que le ministère Debré veut voir se faire attribuer.



A Fontevrault, l'affaire ne manque pas de sel. L'armée possède déjà, dans la région de Saumur, 1 710 hectares pour l'entraînement de ses troupes. En 1971, les habitants ont appris qu'un nouveau camp militaire allait s'étendre sur 1 300 hectares. Ces terrains enlevés à dix communes voisines sont constitués par des forêts, des étangs, des terres cultivées et des vignobles. Et non pas des landes, commes l'affirment certains militaires pour justifier cette mesure.

« Déjà, durant les exercices, la quasi totalité des activités des habitants de la région doit s'arrêter, certains incidents ayant eu lieu, relevait récemment le député socialiste Jean Dardé dans une question écrite. En particulier, des projectiles sont tombés dans la cour du château de Breze et dans les champs, où les ouvriers agricoles ne peuvent plus travailler sans risques. » Pour corser ce projet, l'Armée a annoncé qu'elle bétonnerait les étangs de Couziers pour permettre le passage des chars amphibie.

Après une telle description, on se demande vraiment pourquoi Debré s'étonne des réactions hostiles de la population à ce type de projet.

N.B.

---

(1) Ces chiffres sont extraits d'une étude d'Alain Monferrand : « Défense nationale et aménagement du Territoire », publiée en 1972 par le ministère de la Défense nationale.

aux touristes. On les louera aux cadres que l'on fera venir de Paris. Ils rêvent de ciel bleu, de mer, de cheval pour madame. On leur promettra.

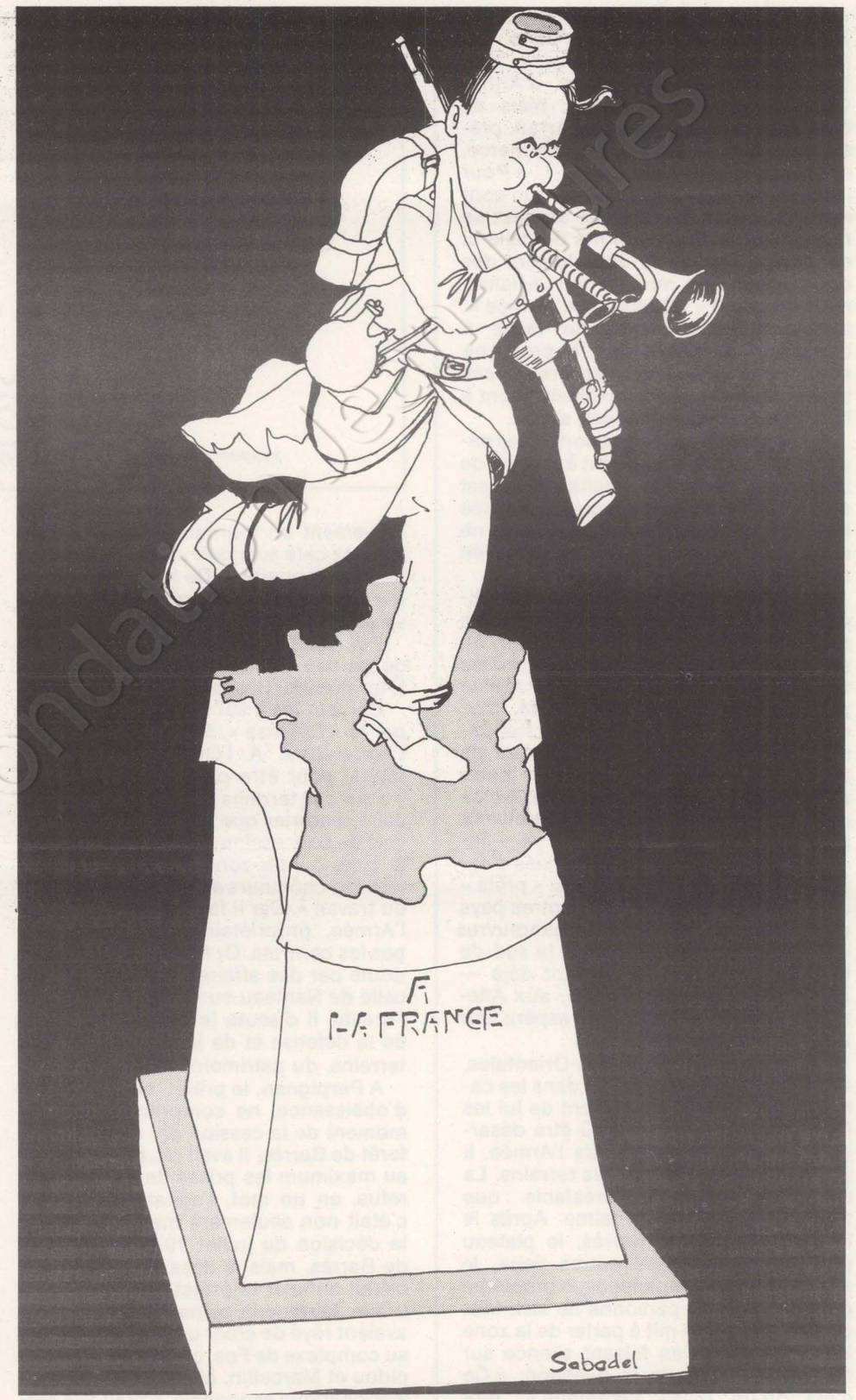
Pour corser le tout, on décide que la zone industrielle en question sera un modèle du genre « en ce qui concerne l'esthétique, le social (bigre) et la lutte contre les nuisances et la pollution ». Reste à trouver le terrain et les industriels. Les subventions, le Pouvoir y pourvoie. Les moyens de communication : il suffit de bien choisir le lieu d'implantation.

En échange de canons

Le terrain, l'Armée en possède, à Rivesaltes : 200 hectares de plateau, de ce qui fut autrefois un centre mobilisateur. Avec l'eau, l'électricité, une desserte ferroviaire. L'autoroute future ne passera pas loin. La mer est proche et il y a un aérodrome à Perpignan. Ce centre est en sommeil. Tout semble possible.

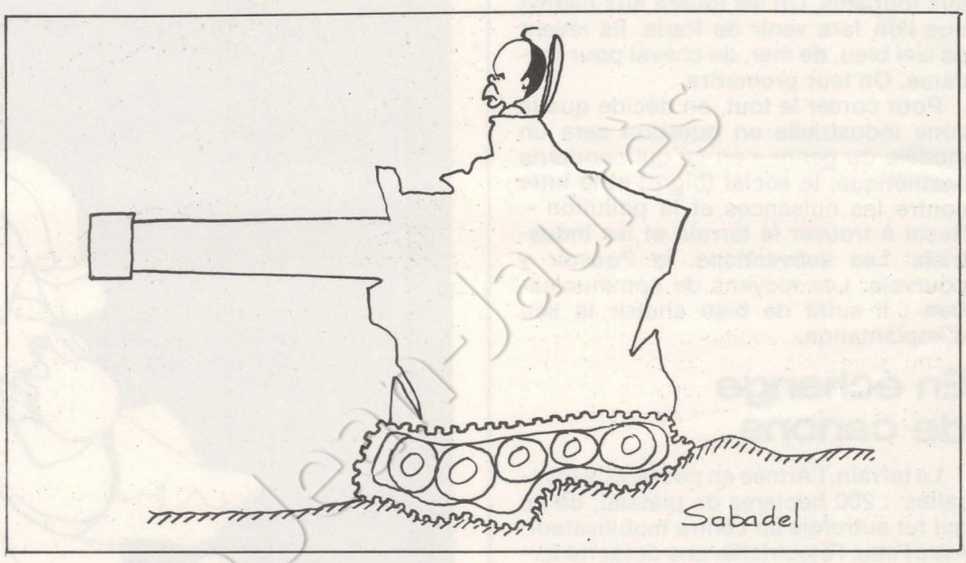
Poliment, le préfet des Pyrénées-Orientales adresse au ministre de la Défense nationale une demande de cession de terrains. La réponse est rapide. « Sous réserve que les autorités civiles mettent les armées à même d'acquérir les terrains d'instruction, de tir et de manœuvres nécessaires aux besoins des troupes de la garnison de Perpignan, il (le ministre) était prêt à procéder à l'abandon d'une partie de ce camp. Une première superficie de 80 hectares pourra alors être rapidement remise au service des Domaines, aux fins de constitution de la zone industrielle, à laquelle pourront s'ajouter des tranches ultérieures de façon à porter la contenance globale de cette zone à 180 ou 200 hectares. »

A lire la dépêche du ministre, quelques fonctionnaires naïfs durent se dire que tout se passait bien. La garnison de Perpignan avait sûrement des besoins — d'instruction, de tir et de manœuvres — modestes, puisque jusqu'à présent elle s'en était passé. Et ce manque n'avait certainement pas influé sur le moral et la capacité guerrière de l'Armée. Commencèrent alors les réunions pour définir avec précision l'emprise des terrains de manœuvres. L'Armée avait les dents longues. Elle n'acceptait de partir de Rivesaltes qu'en échange de 5 000, puis de 3 567 hectares situés dans le massif des Corbières, sur →



Fondation Gabriel Péri

Debré, insatiable dévoreur d'hectares



→

les communes de Cases-de-Pène, Espira-de-l'Egly, Opoul, Tautavel, Vingrau, Salses (la commune d'Arthur Conte). Les dents longues, mais de bonnes manières, Jacques Farran, président de la Chambre de commerce, s'est plu à le reconnaître : « Pour l'ensemble des transactions qui sont menées auprès de l'Armée, on peut se montrer satisfait des efforts de celle-ci en vue de faciliter le déroulement des opérations » Ben, mon colon ! Certainement émus par « les efforts de l'Armée », la majorité des maires fut facile à convaincre. Debré voulait, le préfet ne manquerait pas d'être généreux, ces terres servaient presqu'exclusivement à la chasse, aux promeneurs, alors...

A aucun moment les responsables départementaux ne songèrent à essayer de limiter l'appétit des militaires. C'est qu'en France chacun sait que la Défense nationale a des raisons que la raison ne connaît pas, que les besoins de l'Armée sont prioritaires par principe.

Il n'est pas question pour eux d'expliquer que, compte tenu des ambitions de leur ministre, il leur faut trouver, au sud d'une ligne La Rochelle - Lyon, les terrains de manœuvres d'une Armée plus « dense » que par le passé. Car, entre 1950 et 1970, les effectifs stationnés en France ont doublé, passant de 225 000 à 500 000 hommes. Et les matériels nouveaux utilisés par cette Armée demandent des champs de manœuvres plus vastes. La panoplie de Debré — fusées, blindés, etc. — est dévoreuse d'espace. Mais, surtout, il y a les « prêts » consentis par la France aux autres pays européens. Les terrains de manœuvres que Debré installe dans tout le sud de la France serviront — servent déjà — aux Anglais, aux Hollandais, aux Allemands, etc. En échange, on espère leur vendre des canons.

Le préfet des Pyrénées-Orientales, « charmant, efficace, formé dans les cabinets ministériels » — disent de lui les Perpignanais — n'a pas dû être désarçonné par les exigences de l'Armée. Il voulait sa zone, l'Armée les terrains. La chose était simple. Seul préalable : que tout se fasse dans le calme. Après le Larzac, la forêt du Barrès, le plateau d'Albion et quelques autres lieux, le problème reste simplement un problème d'information. Si personne ne sait, tout va bien. Et l'on se mit à parler de la zone industrielle tout en faisant silence sur l'aspect militaire de la question. « Ce n'est qu'un détail technique », dira naïvement un journaliste local. « Vous trouvez cela scandaleux ? », renchérira un fonctionnaire. « De toute manière, il n'y a presque rien sur ces collines », dira un élu.

Pourtant, il allait y avoir un incident de parcours. Dû au secrétaire d'Etat à l'Agriculture, Bernard Pons.

Car, sur les 3 567 hectares demandés par la « Défense », 568 appartiennent à l'Agriculture. A l'Office national des forêts, pour être plus précis. Mieux, il y a sur ces terrains des carrières de calcaire marbrier que l'Office exploite par voie de concession. Ce qui fait dire dans le pays : « La zone industrielle ? Elle fera des chômeurs avant de nous donner du travail ». Car il fait peu de doute que l'Armée, propriétaire, ne renouvellera pas les contrats. Or Pons, échaudé sans doute par des affaires récentes comme celle de Nanteau-sur-Lunain, se fit tirer l'oreille. Il discuta le découpage, parla de la défense et de la restauration des terrains, du patrimoine forestier.

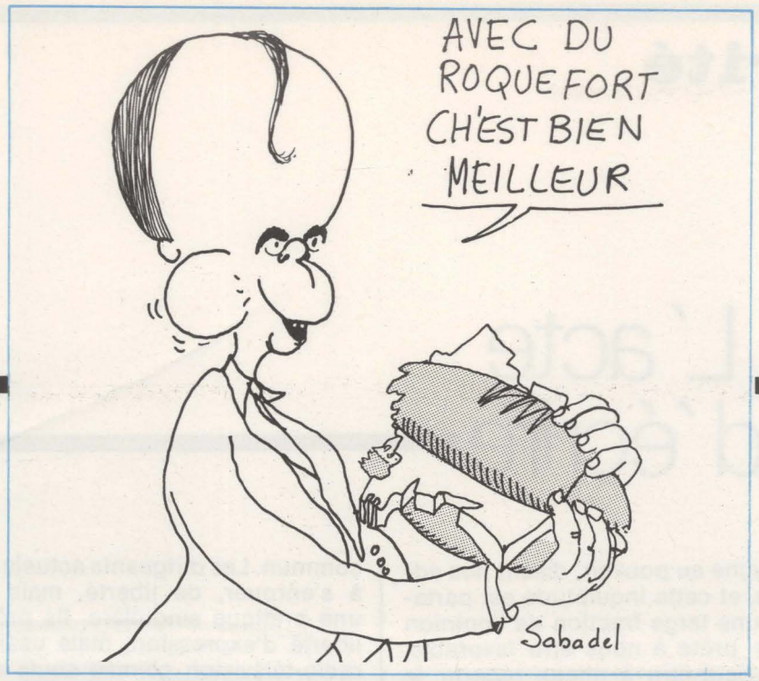
A Perpignan, le préfet, habitué à plus d'obéissance, ne comprenait plus. Au moment de la cession par l'Office de la forêt de Barrès, il avait réussi à modérer au maximum les prises de position, les refus, en un mot, l'agitation. Refuser, c'était non seulement mettre en cause la décision de juillet 1971 sur la forêt de Barrès, mais le désavouer. Refuser, c'était annuler le projet de zone industrielle, faire de la peine à tous ceux qui avaient rêvé de créer un pôle d'équilibre au complexe de Fos, c'était peiner Pompidou et Marcellin, aller à l'encontre de leur politique espagnole, c'était des crédits perdus, la Chambre de commerce flouée... Très mauvais, avant une élection. Sans zone industrielle, pas de retombées pour les notables. Alors, le préfet reprit son bâton de pèlerin. Vers Paris, tout d'abord, pour convaincre « l'Agriculture » ; vers Barcelone, ensuite, pour rassurer les patrons espagnols.

A bas les piscines

L'argumentation du préfet est simple. « Il n'est pas possible de prétendre que la cession aux Armées de cette partie du domaine de l'Etat compromette le patrimoine forestier. » Et de préciser, dans un rapport daté du 25 octobre : « Je conteste encore que l'équilibre biologique ou l'environnement puissent être menacés par la transformation de cette zone en champs de manœuvres et ceci pour deux raisons simples : a) il y a eu pendant des années un champ de tir, de fait, dans cette zone et quelques accidents de personnes, mais jamais de destruction par incendie ou de dégradation ; b) le champ de manœuvres ne comportera plus précisément de champ de tir. »

On croit rêver. L'Armée a bien causé « quelques accidents de personnes », mais, on vous le jure, elle n'a pas abîmé un seul arbre ou une seule fleur. Et à l'avenir elle sera, tout comme la zone de Rivesaltes, encore moins polluante. Un rapport de la Chambre de commerce en fait foi. « Les problèmes qui se sont posés en ce qui concerne l'utilisation de ces terrains de manœuvres sont des

Bibliothèque Jean-Jaurès



problèmes d'exploitation de carrières existantes et de certains lopins de vignes. Mais l'Armée a assuré qu'elle accorderait toutes facilités pour permettre la continuation de leur exploitation. Elle prévoit également que certains terrains seront cédés au ministère de l'Agriculture en vue de reboisement.

Les habitations construites sur cette zone seront également protégées et le fait qu'aucun exercice de tir ne sera autorisé sur les surfaces précitées ne peut qu'avantager ces lotissements. » Car c'est là que la farce devient ubuesque, il y a, en bordure de cette zone, des lotissements de village de vacances en constructions, mas blancs, piscines et pins parasol.

Mais puisque l'Armée le dit, les touristes n'auront pas à essuyer de coups de feu, tout juste le roulement des blindés et autres jouets chers à Debré. Quant aux lopins de vigne... A croire que Debré n'aime ni le fromage de Roquefort ni le vin des Corbières.

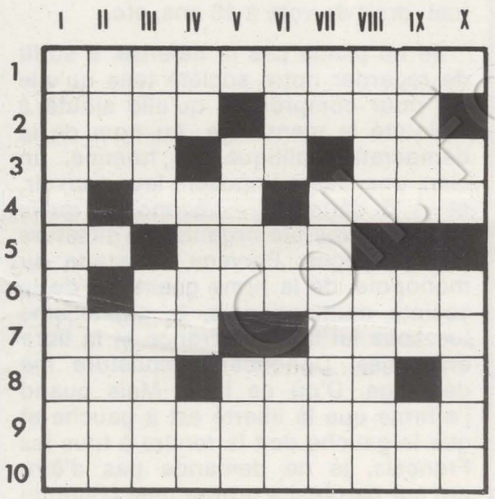
A Perpignan, on attend. Tout le monde a en mémoire les tentatives de la municipalité pour créer une zone industrielle. Les résultats ont été plutôt maigres. « Elle était mal placée », disent les techniciens. « Nous sommes loin de tout », répondent les responsables de l'opération. Reste l'inconnu, les Espagnols. La municipalité de Perpignan avait tenté — sans grand succès — de les faire venir. Le préfet aura-t-il plus de chance ? Raymond Marcellin l'avait autorisé à se rendre à Barcelone pour montrer aux industriels catalans la bonne volonté du gouvernement français. Ils n'avaient pas besoin de cette visite : l'attitude du ministre de l'Intérieur vis-à-vis des Basques suffisait à les convaincre.

Quant à Debré, il se tait. Si l'opération réussit, il se tournera — si ce n'est pas déjà fait — vers le département de l'Aude. Pour annexer près de 1 500 hectares, afin d'en faire une zone de tir.

Il y aura ainsi 5 000 hectares de plus dans la cagnotte du ministère. Il y a rien a dire, les responsables de l'industrialisation du sud-est réussissent à chaque coup. Encore quelques opérations de ce style et le Midi n'aura même plus besoin de touristes. On ne saura pas où les mettre, la Défense nationale occupant tout le terrain.

GUY PERRIMOND

Mots croisés



PROBLEME N° 43

HORIZONTALEMENT :

1. Elle n'est en général qu'une émanation. — 2. Impossible de le descendre en kayak l'été. Grand d'Europe. — 3. Naît blanc. Le premier. Possessif. — 4. C'est aussi le premier. Dans le Calvados. — 5. Canton. Supprimée. — 6. S'ébranlera. — 7. Saisons des pâtés. Coule en vert pays. — 8. En général. Pour l'apprécier, il faut avoir le sens de la mesure. — 9. Il n'a pas besoin de bretelles pour tenir son pantalon. — 10. Les deux dernières, même si elles furent capitales, seront-elles vraiment les dernières.

VERTICALEMENT :

1. Ça peut voler bas même si elle est au sommet. — 2. Il n'y a pas besoin de saluer pour le dire à l'officier. Avec Giscard, ils galopent ! — 3. Embrouillé. Démonstratif. — 4. En décembre. En ce temps là... C'est la fin (épelé). — 5. Va seule, ou presque. Divertissement. — 6. Accompagnait l'attaque. Attrapé. Dissipé (épelé). — 7. Abréviation. Mis debout. — 8. Commune de la banlieue parisienne. On le représente toujours avec son instrument. — 9. Qui va encore au-delà. Symbole chimique. En attente. — 10 Tristes initiales. Débarrassés de la pollution.

SOLUTION DU PROBLEME N° 42

HORIZONTALEMENT : 1. Ronchonner. — 2. Haie. Suède. — 3. Us. Net. Zen. — 4. Miettes. NV. — 5. Astronaute. — 6. Raids. ER. — 7. Elle. — 8. Satie. Ente. — 9. Asepsie. — 10. Estes. Test.

VERTICALEMENT : 1. Rhumatisme. — 2. Oasis. — 3. Ni. Etretat. — 4. Centralisé. — 5. Etoilées. — 6. Ostende. — 7. Nu. Sas. Est. — 8. Nez. Unie. — 9. Edenté. Tes. — 10. Renverse.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Raymond Cazes, Gisèle Charzat, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures et Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Publicité Commerciale et spectacles : France – Lafayette - 10, rue Bleue, Paris 9e — 523.10.35 (J.P. Lemaire)

Ma part de vérité

L'acte d'écrire

Mercredi 13 décembre

J'ai commencé d'écrire « La rose au poing » le 1er août, jour de mon arrivée en vacances, dans les Landes. Le programme commun venait d'être publié et je sentais le besoin de l'expliquer, de m'expliquer. Non seulement pour répondre aux critiques souvent injustes ou excessives de la majorité ; mais aussi pour éclairer un texte, trop elliptique sur certains points, incomplet sur d'autres et dont l'exacte portée risquait d'échapper à bon nombre de ses lecteurs, faute pour eux de connaître le contexte historique et politique dans lequel il se plaçait. Il ne m'a pas fallu longtemps pour découvrir l'ampleur de la tâche que je m'étais fixée. Commenter le programme commun dans toutes ses parties et sous tous ses aspects représentait un immense travail que je n'avais aucune chance de mener à son terme dans les délais utiles, c'est-à-dire avant les élections. Je ne disposais pas, dans ma maison de la forêt, d'une bibliothèque assez fournie, assez variée pour entreprendre une encyclopédie et je savais qu'à peine rentré à Paris, mes journées n'auraient plus assez d'heures pour qu'en fussent distraites celles qui m'étaient nécessaires.

Le programme commun a été préparé par des commissions de travail qui ont rassemblé, trié, exploité des milliers de documents et consulté les meilleurs experts. Les suivre à la trace m'eût obligé à traiter pêle-mêle de politique étrangère, de politique sociale, d'économie, de droit, d'éducation, d'urbanisme, de tout ce qui touche à la vie des hommes en société. Je risquais de n'apporter rien de plus et sans doute beaucoup moins que ce qu'on pouvait trouver dans les brochures éditées chez Flammarion, pour le Parti socialiste, et aux Editions sociales, pour le Parti communiste. J'ai donc décidé de m'en tenir non pas à l'essentiel — comment choisir ? – mais au sujet qui accapare les conversations et qui résume les objections : le sort des libertés.

La gauche au pouvoir, disent nos adversaires, et cette inquiétude est partagée par une large fraction de l'opinion publique prête à nous être favorable, réussira peut-être à mieux répartir le profit national, à réduire les injustices, à corriger les inégalités sociales, mais elle n'échappera pas à son destin, qui est d'exposer la France à subir un « coup de Prague » et cédera à ses démons qui sont, comme chacun sait sans le savoir, l'étatisme et le dirigisme. Aux socialistes et aux radicaux de gauche, on épargne le premier grief, dont on accable les communistes. Mais comme il est de règle d'insinuer, dans certains milieux, que les socialistes fascinés par les communistes (le lapin et le cobra) n'offriront aucune résistance aux ambitions que l'on prête à ces derniers, cela revient au même. Quant à l'étatisme, socialistes et communistes sont renvoyés dos à dos, et le contrepoids radical ne paraît pas assez lourd, aux yeux de nos censeurs, pour empêcher que les paysans soient expédiés au kolkhose et les commerçants à l'usine.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Il y a, dans ces accusations, un fond de légende noire qui irrite ou amuse, selon les circonstances. Les affiches officielles du temps du Second Empire parlaient déjà des « partageux » sur ce ton et brossaient l'avenir en couleurs d'épouvante. Mais il y a aussi le sentiment d'irrégularité répandu par les pratiques staliniennes qui, elles, ne sont pas imaginaires. Bref, la gauche en France a besoin de prouver qu'elle est retournée aux sources, à ses sources, qu'elle est fille des révolutions où l'on jurait « la liberté ou la mort » et où l'on tenait serment.

J'ai donc limité mon étude aux libertés politiques et aux libertés économiques telles que les dessine le programme commun. Les dirigeants actuels parlent, à s'enrouer, de liberté, mais en ont une pratique singulière. Ils prônent la liberté d'expression, mais usent de la radio-télévision comme seuls osent le faire les régimes totalitaires. Ils accumulent les lois d'exception, multiplient les juridictions répressives, rétablissent l'internement administratif, introduisent dans notre droit la redoutable notion de responsabilité collective et bafouent les clauses du contrat qui lie l'Etat aux citoyens, je veux dire la Constitution. Ne confondons pas licence et liberté.

Un texte vaut souvent par ce qu'on y découvre au détour d'un phrase ou par une incidente. Le lecteur attentif remarquera que le programme commun, placé devant des choix politiques ou moraux difficiles, parie toujours sur la dignité et la responsabilité de l'être humain : suppression de la peine de mort, maîtrise par la femme de sa vie personnelle, contraception et avortement, divorce par consentement mutuel, droit de vote à 18 ans, etc.

Je ne plaide pas la défense. Il suffit de regarder notre société telle qu'elle est pour comprendre qu'elle ajoute à l'iniquité le mensonge. Au nom de la démocratie politique, un homme, un clan, une classe imposent leur pouvoir, et — ô dérision — l'économie qu'ils appellent libérale organise la dictature des privilèges. Parvenu au stade du monopole, de la firme géante et de la société multinationale, le capitalisme tue sous lui la concurrence et la libre entreprise. Dénoncer l'imposture me démange. D'où ce livre. Mais quand j'affirme que la liberté est à gauche et que la gauche doit la rendre à tous les Français, je ne demande pas d'être cru sur parole. Le programme commun est un contrat que nous passons avec notre pays. Cela fait 30 millions de témoins qui voteront bientôt et se feront juges s'il le faut.

Depuis lundi, je corrige les épreuves, dont l'imprimeur s'empare à mesure : demain, ce sera fini. Je ne vois plus que les défauts, les à-peu-près, les mauvaises tournures du texte qui s'en va, détaché de moi à jamais. Ecrire, comme tout acte, ne pardonne pas.

Imprimerie « HEBDO T.C. » - 76 Yvetot.